



2022 NESG
Macroéconomique
Perspectives



Le dernier kilomètre :

Réformes vers des améliorations
significatives dans les résultats
économiques nationaux



Dans ce rapport

04

Introduction

07 **Partie A :**
L'économie nigériane en 2021
et perspectives pour 2022

08 Événements qui ont
façonné l'économie
nigériane en 2021

09 Examen de
l'économie nigériane
en 2021

22 Les perspectives de
le Nigérian
Économie en 2022

29 Aperçu du plan national
de développement
2021-2025

32 **Partie B :**
Le dernier kilomètre : des réformes vers une
amélioration significative dans les résultats
économiques nationaux

34 Déréglementation
du secteur
pétrolier et gazier
et réformes des
subventions aux
carburants

45 Réformes des
changes

61

Remarques
finales

53 Réformes sectorielles



AVANT PROPOS

Le progrès économique du Nigeria peut être comparé à celui d'un athlète ayant le potentiel de devenir une star. Cette affirmation témoigne d'une confiance bien nécessaire dans les perspectives de développement du pays après avoir évalué ses performances économiques en 2021. L'économie a maintenu sa dynamique de reprise, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant augmenté en moyenne de

3,2 % au cours des trois premiers trimestres de l'année. Profitant d'une forte croissance de la production, le taux d'inflation, après avoir culminé à 18,2 % en mars 2021, s'est modéré au cours de la grande année et s'est établi en moyenne à 17,0 % en 2021. Le taux de change fait face à une pression intense et la Banque centrale du Nigeria (CBN) a adopté la fenêtre FX des investisseurs et des exportateurs pour renforcer la stabilité de la monnaie locale.

De plus, au premier semestre 2021, les réserves externes ont été soumises à une pression intense malgré les prix mondiaux élevés du pétrole. Cette pression a été occasionnée par l'intervention continue de la CBN sur le marché des changes en raison de la demande croissante pour le dollar américain. Malgré l'accumulation de réserves au troisième trimestre à la suite des emprunts extérieurs massifs, les réserves extérieures ont tendance à baisser depuis le quatrième trimestre de l'année en raison de la faible collecte auprès de sources non pétrolières pour répondre à la demande de devises.

Sur le plan social, le chômage et la pauvreté se sont aggravés alors que la croissance économique est restée non inclusive. Cette situation, due aux faibles liens entre la croissance économique et les indicateurs socio-économiques, menace la quête de développement du pays.

À l'approche de 2022, l'année présente des opportunités d'engager des réformes critiques pour parvenir à un changement de paradigme dans la gouvernance et la conception politique au Nigeria. Si nous manquons ces opportunités de réformes critiques, bon nombre des défis rencontrés en 2021 s'amplifieront, ce qui aura un impact négatif sur la productivité des entreprises et le bien-être des citoyens.

Dans les perspectives macroéconomiques du NESG pour 2022, nous soulignons la nécessité de réformes qui soutiennent la reprise de la production et garantissent une plus grande inclusion sociale au Nigeria. Nous pensons que le rôle du gouvernement est d'assurer des réformes conduisant à un environnement favorable aux affaires et à de meilleures conditions de bien-être pour les ménages du pays.

Bonne lecture !

'Laoye Jaiyeola
CEO, NESG

Introduction

Le Nigéria consolide rapidement sa reprise après la récession induite par la pandémie, mais le récit pré-COVID-19 d'une faible inclusion et d'une instabilité macroéconomique persiste.

Malgré une croissance du PIB de 3,2 % au cours des trois premiers trimestres de 2021, les données du Bureau national des statistiques (NBS) montrent que les prix moyens des biens et services étaient élevés ; La balance commerciale est restée déficitaire et les flux d'investissements étrangers ont été limités au cours de l'année. La Banque mondiale a estimé que 8 millions de Nigériens supplémentaires sont tombés dans la pauvreté entre 2020 et 2021 en raison de la baisse du pouvoir d'achat. Bien que le potentiel du Nigeria soit énorme, la création d'emplois dans tous les secteurs a pris du retard, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de chômeurs.

Bien qu'il y ait eu des améliorations considérables dans certains domaines, tels que la mobilisation des recettes non pétrolières au cours des dernières années, une chose ressort : le Nigeria ne peut pas se permettre de continuer avec son approche habituelle dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. L'insécurité accrue et les vices sociaux dans de nombreuses régions du pays sont la preuve que lorsque certains segments de la population sont laissés pour compte, cela non seulement compensera les quelques gains réalisés avant COVID-19, mais privera également le pays d'investissements indispensables. nécessaires pour assurer une croissance et un développement durables.

Les défis associés à l'insécurité, à la hausse des prix, au chômage et à la baisse des investissements renforcent le besoin de réformes qui conduiront le pays au progrès économique et à une meilleure inclusion sociale. Cela garantira que les entreprises et les ressortissants constituent le noyau des stratégies et actions gouvernementales.

Certes, les défis axés sur les pays sont redoutables. Pourtant, l'année 2022 présente une occasion unique pour le Nigeria d'engager des réformes économiques difficiles qui propulseraient une croissance économique durable et un développement inclusif. Les problèmes de longue date de la déréglementation du secteur en aval, de la rareté des devises et de la baisse des investissements dans les secteurs clés nécessitent le plus d'attention en 2022. La déréglementation du secteur pétrolier et gazier en aval, par exemple, est nécessaire en ce moment critique où des investissements massifs sont nécessaires. réparer l'état de détérioration des raffineries existantes. Cela remédiera à la situation difficile de l'importation massive de produits pétroliers raffinés qui prive le pays de l'obligation de devises étrangères pour répondre à d'autres obligations importantes. Alors que le Petroleum Industry Act (PIA) stipule la déréglementation tant attendue, des efforts sont nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires et politique afin de raviver la confiance des investisseurs dans l'économie nigériane.

La mise en œuvre de ces réformes aura sans aucun doute un coût pour le gouvernement, les entreprises et les citoyens. Cependant, la tâche herculéenne qui attend le gouvernement est de s'assurer que ces coûts sont minimisés afin de créer une situation gagnant-gagnant pour tous. Le gouvernement fédéral a lancé le Plan national de développement (2021-2025), qui fixe des objectifs, des domaines prioritaires et des mesures d'action à mettre en œuvre au cours des cinq prochaines années. Même dans ce cas, le succès ou l'échec de la planification dépendra

en grande partie du niveau de mise en œuvre et de coordination entre les agences gouvernementales, de la domestication de la planification par les gouvernements des États et de l'engagement du secteur privé à faire les investissements nécessaires dans les secteurs clés de l'économie. Plus important encore, le gouvernement devrait jouer un rôle de premier plan dans la création d'un environnement propice aux affaires. L'environnement, en garantissant la stabilité macroéconomique et en mobilisant les investissements par l'intermédiaire du Conseil.

À un peu plus d'un an de mandat, l'administration actuelle doit accélérer le rythme des réformes, surtout compte tenu de l'impact du double défi de la pauvreté et du chômage sur la précarité et la cohésion sociale de la nation. Afin d'assurer l'avenir du Nigeria, le gouvernement doit reconnaître l'urgence du moment. Les réformes économiques et sociales qui créeront des emplois et amélioreront la vie des Nigériens ne devraient pas être négociables en 2022.







L'économie nigériane en 2021

ÉVÉNEMENTS QUI ONT FAÇONNÉ L'ÉCONOMIE NIGÉRIANE EN 2021

1 **Le projet de loi de finances 2020:**

Le projet de loi de finances 2020 est le deuxième du genre promulgué pour soutenir le budget 2021 du gouvernement de la Confédération du Nigeria (FGN). En partie grâce à sa mise en œuvre, les recettes non pétrolières en novembre 2021 avaient dépassé de 18,8 % sa projection au prorata.

2 **Insécurité accrue:** La fréquence des enlèvements, du banditisme, du terrorisme et de la violence des bergers a considérablement contribué à l'augmentation de l'insécurité alimentaire et a encore accentué le taux d'inflation alimentaire élevé. La dégradation de la situation sécuritaire a également perturbé les activités économiques.

3 **Un mouvement à la hausse des prix du pétrole brut:**

Cela a augmenté les exportations nigérianes de 40,6 % au cours des neuf premiers mois de 2021. Cela a également contribué à faire passer le compte courant à un excédent de 0,31 milliard de dollars au T2-2021 et de 1,77 milliard de dollars US au T3-2021.

4 **La signature du projet de loi sur l'industrie pétrolière:**

Le projet de loi sur l'industrie pétrolière a été promulgué le 16 août 2021. Bien que le secteur pétrolier et gazier soit actuellement en récession, la loi sur l'industrie pétrolière (PIA) devrait stimuler les investissements dans le secteur et soutenir la croissance économique.

5 **Allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) par le Fonds monétaire international (FMI):**

Le Nigeria a reçu 3,4 milliards de dollars en DTS, ce qui a contribué à améliorer la position des réserves extérieures du pays.

6 **Adoption du taux de change du guichet des investisseurs et exportateurs (IE):**

La Banque centrale du Nigeria (CBN) a encore intensifié ses efforts pour harmoniser le marché des changes en adoptant le taux du guichet I&E comme taux de change officiel. Cela a augmenté le chiffre d'affaires au guichet I&E Foreign Exchange.

7 **Interdiction de Twitter:** En juin 2021, le gouvernement fédéral du Nigeria a interdit les opérations de Twitter dans le pays sur la base d'allégations selon lesquelles la plateforme de médias sociaux a été utilisée pour inciter à la violence et aux discours de haine au Nigeria. Bien que l'interdiction ait été levée en janvier 2022, c'est un signal que le gouvernement nigérian pourrait prendre de telles mesures et que les investisseurs devront donc en tenir compte lors de la prise de leurs décisions d'investissement.

8 **Découverte d'Omicron une variante du virus COVID-19:** Au quatrième trimestre 2021, l'Omicron une variante du COVID-19 a été détectée pour la première fois en Afrique australe, avec une augmentation des cas de cette nouvelle variante au Nigeria. Cet événement a conduit à la réintroduction des interdictions de voyager dans tous les pays.

9 **Démutualisation de la Nigerian Stocker Exchange (NSE):** La NSE, désormais NGX, est passée d'une organisation à but non lucratif à une société à responsabilité limitée axée sur le profit et responsable envers les actionnaires. Ceci afin d'améliorer l'efficacité des opérations boursières. Suite à sa démutualisation, la Bourse a été cotée sur sa Plateforme.

II
J'ai "amélioré les activités productives nationales, entraîné une reprise économique consolidée et réduit les pressions inflationnistes en 2021, Suite au retrait des restrictions et à la numérisation accrue des opérations.

II

II
... "Le taux d'inflation du Nigéria reste élevé en raison de l'insécurité, dégradation des infrastructures, dépréciation du taux de change et perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par une mauvaise logistique et le montant des coûts d'énergie et de transport infrastructures, dépréciation du taux de change et perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par une mauvaise logistique et le montant des coûts d'énergie et de transport

II

1. ÉVOLUTION DU SECTEUR RÉEL

L'économie nigériane a consolidé sa reprise en 2021. Une partie importante de l'amélioration résulte de la comparaison de la production actuelle avec un point final lorsque la production a diminué ; c'est-à-dire que « l'effet de base » était responsable de la croissance enregistrée. Selon le BNS, la valeur de la production économique du Nigéria - ajustée en fonction de l'inflation, en d'autres termes, le PIB "réel" - a augmenté de manière cumulée de 3,2 % au cours des trois premiers trimestres de 2021 (voir Fig. 1a) par rapport à une contraction de 2,6 % au cours de la période correspondante de 2020. L'économie a progressé de 0,5 %, 5 % et 4 % au cours des trois premiers trimestres de 2021, respectivement. Selon le rapport sur le PIB par dépense au premier semestre 2021, la croissance enregistrée dans la production économique a été largement tirée par la consommation des ménages qui représentait 75,6 % du PIB, tandis que les dépenses publiques et d'investissement ont contribué à hauteur de 6,2 % et 17,2 %, respectivement.

Un coup de projecteur sur les performances sectorielles a montré que de nombreux sous-secteurs ont connu une forte croissance, avec des contributions importantes à la croissance du PIB réel entre janvier et septembre 2021 (voir la figure 1b). L'amélioration des activités commerciales et productives locales et la numérisation accrue des opérations expliquent la forte croissance de secteurs tels que le commerce, la fabrication, les TIC, la finance et l'assurance, les transports et autres (voir la figure 1c). La croissance du secteur agricole a légèrement diminué à 1,6 % au cours des 9 premiers mois de 2021, contre 1,7 % au cours de la même période de 2020. La baisse de la croissance du secteur agricole est le résultat d'une faible productivité, d'une augmentation des pertes après récolte en raison d'une mauvaise logistique et de l'insécurité dans tout le pays. Les activités des mines et carrières (principalement l'industrie pétrolière et gazière) ont enregistré une croissance négative de 8,3 % au cours de la période sous revue. Le déclin continu du secteur est principalement attribuable à la baisse de la production intérieure de pétrole brut. L'interruption de la production a résulté de forçages majeurs dans les compagnies pétrolières internationales, de l'entretien prolongé des actifs pétroliers et du sabotage de l'oléoduc dans le delta du Niger.

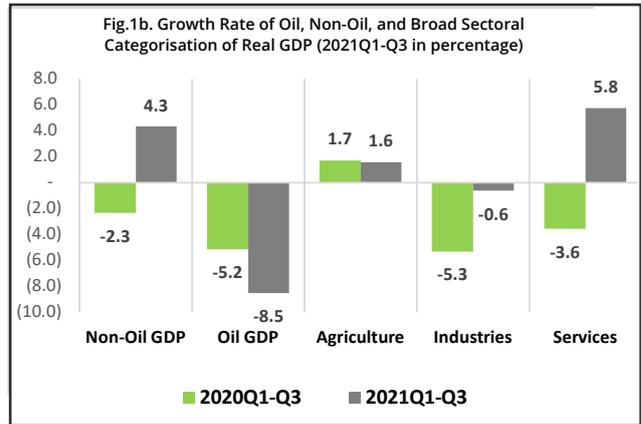
Les pressions inflationnistes se sont progressivement atténuées à partir du deuxième trimestre 2021. Après avoir culminé à 18,2 % en mars 2021, le taux d'inflation global est resté orienté à la baisse puisqu'il s'établissait à 15,6 % en décembre 2021. Pourtant, sur une base annuelle, le taux d'inflation moyen a été élevé à 17,0% en 2021 contre 13,3% en 2020. Par conséquent, malgré la baisse apparente en 2021, les entreprises et les ménages sont toujours confrontés à des niveaux de prix préjudiciables aux activités économiques. Les principaux moteurs de l'évolution du taux d'inflation au Nigéria étaient des facteurs structurels tels que l'insécurité, la dégradation des infrastructures, la dépréciation du taux de change et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues à une mauvaise logistique et à la hausse des coûts de l'énergie et du transport. Le risque élevé d'inflation a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages et renchérit le coût des opérations de main-d'œuvre.

FIGURE 1 : PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DU NIGERIA EN 2021

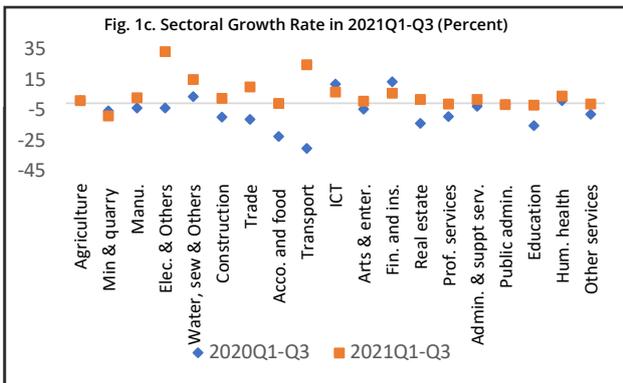
Real GDP Growth in 2021 Q1-Q3 shows the Nigerian economy is fast recovering



Services and non-oil industrial sectors contributed greatly to the performance of non-oil and aggregate economic growth in 2021 Q1-Q3



Reopening of the economy and relaxation of restrictions resulted in high growth for many services and industrial sub-sectors



The inflation rate remained above 12 percent throughout 2021 and contributed to the high cost of living in Nigeria

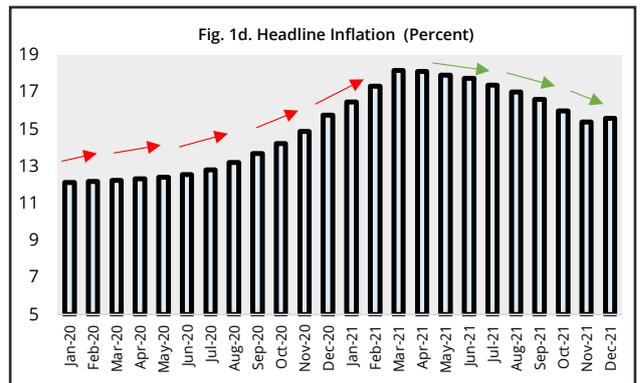
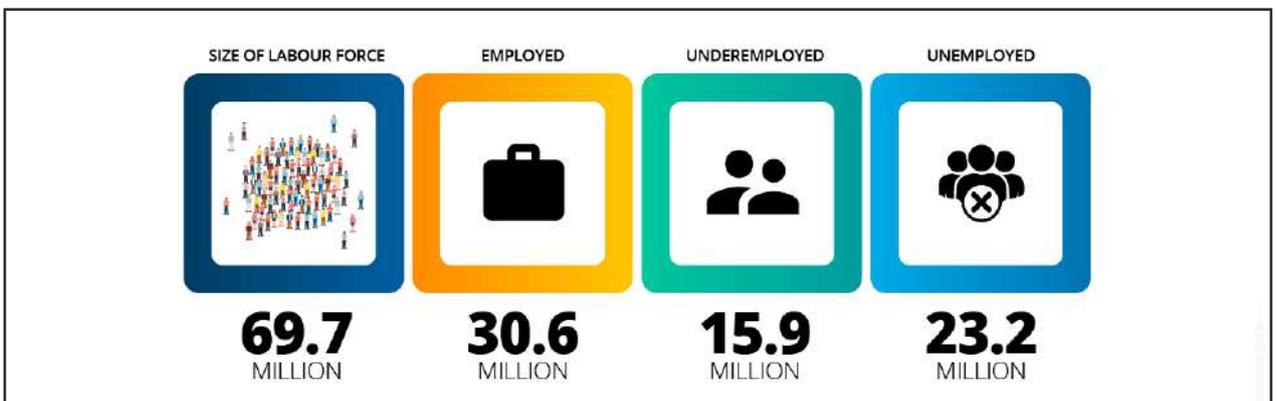


Fig.1e Labour Force statistics in 2020



Data: NBS, Charts: NESG Research

//

L'espace budgétaire du Nigéria est resté limité car le pays n'a pas pu profiter de la reprise du marché mondial du pétrole

//

//

Les moins par revenu la performance a été principalement tirée par la faiblesse des revenus pétroliers et la augmentation du coût des subventions

//

2. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Cette section est conçue pour illustrer les changements dans les actions du gouvernement, ou celles de ses agences, qui ont eu un impact sur les entreprises et les performances économiques globales au cours de l'année 2021. Les principales activités de politique gouvernementale sont classées en politique budgétaire, politique monétaire et environnement réglementaire.

La politique fiscale

La contrainte budgétaire persiste malgré l'augmentation du prix du pétrole au-dessus de la référence budgétaire pour 2021. En 2021, l'espace budgétaire du Nigéria est resté limité car le pays n'a pas été en mesure de tirer parti de la reprise du marché mondial du pétrole. La hausse des prix sur le marché mondial du pétrole ne s'est pas traduite par une croissance des revenus du gouvernement nigérian.

Selon le Bureau du budget de la Fédération, les revenus en espèces distribuables du Nigéria étaient de 5,5 billions de nairas au cours des onze premiers mois de 2021, soit 26 % de moins que le budget 2021 au prorata de 7,4 billions de nairas. naira pour la période (voir Figure. 2a). De même, le revenu retenu par le gouvernement fédéral (FG) a également sous-performé les projections de 30,6 % à 4,3 billions de nairas (voir la figure 2b). La performance inférieure à la moyenne des recettes pétrolières s'explique principalement par les contraintes pesant sur la production de pétrole brut qui ont affecté le potentiel de recettes pétrolières pour l'année. De même, l'augmentation du coût des subventions aux carburants, parallèlement aux prix élevés du pétrole, a nui au gouvernement, car les apports censés servir de recettes publiques ont été transformés en subventions.

D'autre part, le gouvernement fédéral a obtenu l'approbation législative pour un budget supplémentaire de 983 milliards de nairas, portant le budget pour l'année à 14,6 billions de nairas. Onze mois après le début de l'année, les dépenses du gouvernement fédéral du Nigéria s'élevaient à 12,6 billions de nairas, soit 6,0 % de moins que le budget au prorata pour la période (voir Fig. 2b). Alors que les dépenses récurrentes dépassaient de 4,5 % leur valeur calculée au prorata pour les onze mois, les dépenses en projets d'immobilisations étaient inférieures de 26,1 % à la valeur calculée au prorata pour cette période.

Les revenus réels pour 11M-2021 étaient de 5,5 billions de nairas sur les 8,1 billions de nairas budgétés - les revenus réels ont montré une performance de 75% lorsque le budget au prorata est pris en considération. En conséquence, le maintien de la dette et la fiscalité déficit a dépassé leurs valeurs au prorata.

//
Un côté déficitaire de la performance des revenus, le déficit fiscal du FGN et l'expansion de l'encours de la dette qui en a résulté ont été entraînés par le maintien actuel du surendettement

//

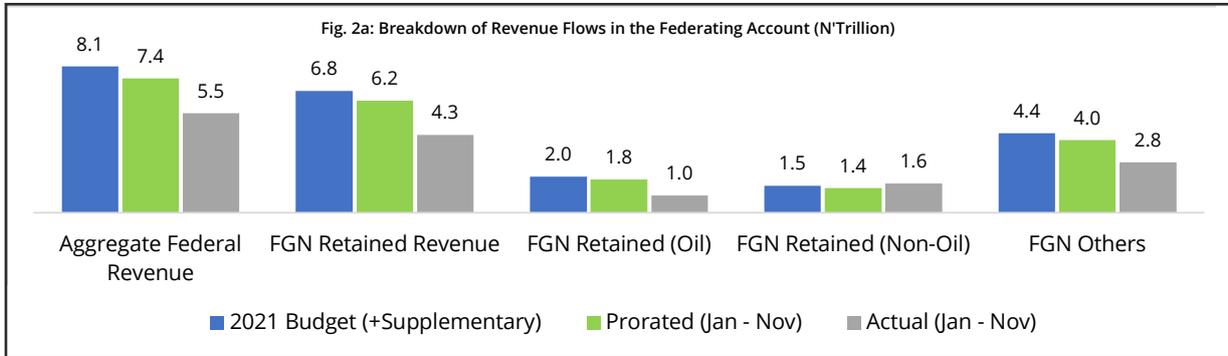
Le service de la dette du FGN pour 11M- 2021, à 4,2 billions de nairas, était de 40,0 % supérieur à la projection, et le ratio service de la dette/recettes qui en a résulté s'élevait à 76 %. Cette culminé par une augmentation de 19,3 % du déficit budgétaire à N7,1 à partir de 5 900 milliards de nairas au prorata sur onze mois (voir Fig. 2b). Comme les dépenses continuent de dépasser les recettes, le déficit budgétaire se creuse et dépasse maintenant les revenus.

En raison du creusement du déficit budgétaire, le rythme d'emprunt du Nigeria a augmenté. Selon à la Dette Gestion Bureau, du Nigéria l'encours de la dette publique en septembre 2021 s'élevait à 38 000 milliards de nairas, un augmentation de 15,5 % (5,1 billions de nairas) en l'espace de 9 mois. le la croissance de l'encours de la dette publique du Nigéria a été tirée par 22,6 % (N2,9 mille milliards) et 11 pour cent (N2.2 mille milliards) expansion dans externe et national stocks de la dette, respectivement. Cela amène la dette extérieure et intérieure stocks à 5,6 billions de nairas et 22,4 billions de nairas, respectivement, au T3-2021 (voir figure 2c).

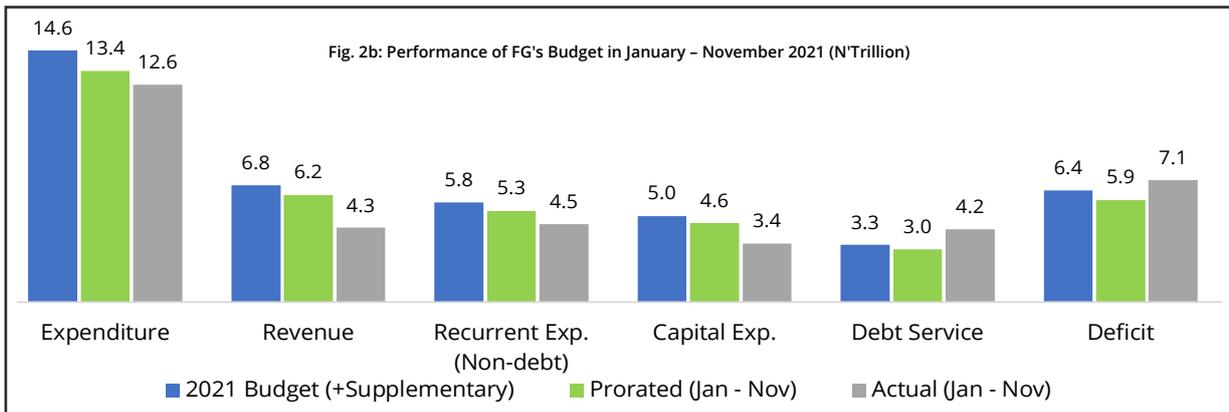
Au-delà de l'augmentation de l'encours de la dette, la viabilité de la situation actuelle du Nigeria dette niveau est de super préoccupé. du Nigéria Publique dette/PIB rapport à 35,7 % est l'un des plus bas au monde, ce qui laisse plus de place pour agressif emprunt. Pourtant, la dette service-revenu rapport à 76 % (janvier à novembre 2021) suggèrent que le gouvernement a consacré une plus grande partie de ses revenus au service de la dette tout en empruntant à la finance autre gouvernement Activités y compris Capitale projets (voir Figure. 2d). Cette tendance vieille de cinq ans implique qu'une plus grande proportion du gouvernement les emprunts sont passés à la dette et aux dépenses de fonctionnement non liées à la dette. Comme les emprunts augmentent, le Nigéria risque de s'enfoncer davantage dans un cycle d'endettement et imminent dette crise.

FIGURE 2: NIGERIA'S FISCAL POLICY PERFORMANCE IN 2021

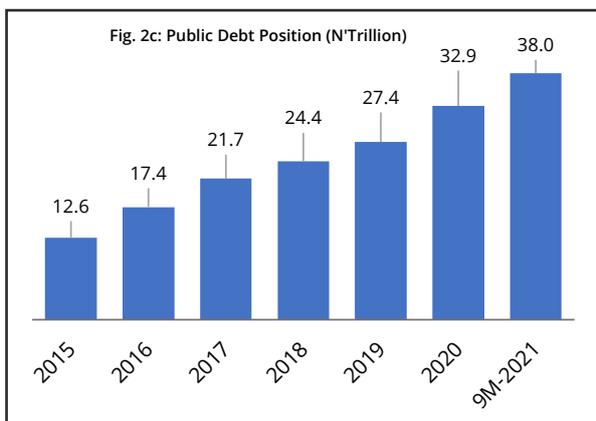
Nigeria's fiscal space remained constrained as Nigeria could not tap into the global oil market rally.



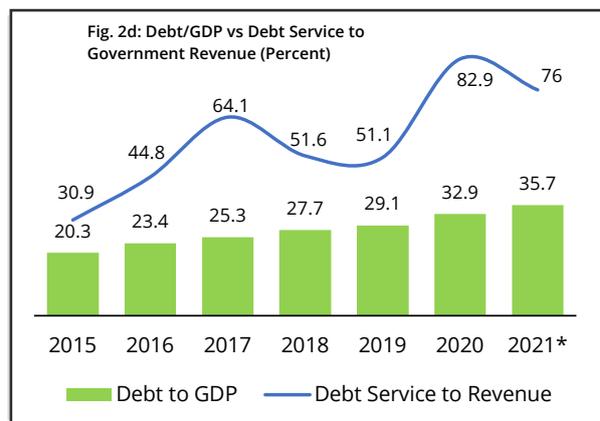
FGN fiscal deficit expands and is now outrunning revenue as debt servicing outperformed budget projections.



Nigeria's borrowing rate is not subsiding on the back of widening fiscal deficit.



Beyond rising debt stock, the sustainability of Nigeria's current debt level is of great concern.



Note: The Debt to GDP ratio on the asterisked year is the IMF estimate for 2021 while the debt service to revenue on the asterisked year is 11 months of 2021 as reported by the Budget Office of Nigeria.

Data: Debt Management Office, Budget Office; IMF, Charts: NESG Research

II
The MPC in 2021 maintained a static position across all policy parameters, while the movements in liquidity and yields motivated trade-offs in the performances of the fixed income and equity markets.

II

Politique monétaire

L'unité de politique monétaire a adopté une politique statique mais favorable à la croissance en 2021. En raison de la persistance de la pandémie de COVID-19, l'unité de politique a soutenu une économie contrainte en reprise. En outre, la Banque centrale du Nigéria (CBN) a dû faire face à des pressions inflationnistes alors que les facteurs de construction continuaient de faire grimper les prix des denrées alimentaires, la volatilité des taux de change dans un contexte de faible production de pétrole brut, de faibles réserves de change et de volatilité des liquidités. Pour soutenir la croissance économique, le Comité de politique monétaire (MPC) a maintenu en 2021 une position statique sur tous les paramètres politiques malgré le taux d'inflation élevé. Ainsi, pendant huit réunions consécutives du MPC et 16 mois consécutifs, le Conseil monétaire Le taux directeur (MPR), le ratio de réserve de trésorerie (CRR) et le ratio de liquidité ont été retenus à 11,5%, 11,5% avec + 100/-700 asymétrique couloir, 27,5 % et 30 %, respectivement (voir Fig. 3a). Cette décision était en outre motivée par la nécessité de maintenir la tendance à la baisse des taux d'inflation. De plus, grâce à ses divers programmes, la CBN a soutenu l'économie avec environ 1,3 billion de nairas au cours des 18 derniers mois et a maintenu son ratio prêt/dépôt (LDR) de 65 % pour continuer à accorder des crédits au secteur réel. Par conséquent, le crédit au secteur privé au cours de l'année a augmenté de 17,3 % pour atteindre 35,3 billions de nairas en novembre 2021, contre 30,1 billions de nairas en décembre 2020 (voir Fig. 3b)

Suite à l'introduction du projet de loi spécial CBN à la fin de 2020 et à une série d'enchères OMO, l'impact de la politique CBN OMO en 2019 s'est considérablement estompé en 2021. Par conséquent, donne à l'autre partie tous les instruments souverains ont augmenté. Au milieu de l'année, les rendements obligataires moyens des marchés du FGN, des bons du Trésor et de l'OMO sont passés à 11,8 %, 6,6 % et 9,9 %, contre 6,3 %, 0,5 % et 0,6 %, respectivement, le premier jour de bourse de 2021 (voir la figure 3c).). Pourtant, l'expansion de la liquidité au T3-2021 et au T4-2021 - résultant des échéances des instruments des marchés fixe et monétaire, du positionnement stratégique du gouvernement et de la position de la CBN pour réduire le coût d'emprunt - a entraîné une baisse des rendements au second semestre. À la fin de l'année, les rendements moyens sur les marchés des obligations FGN, des bons de caisse et de l'OMO s'élevaient à 11,6 %, 4,4 % et 5,5 %, respectivement. Avec une inflation à 15,6 % en décembre 2021, le taux d'intérêt réel est resté négatif. Cela pourrait être une raison de la faiblesse des capitaux étrangers importés au cours de l'année.

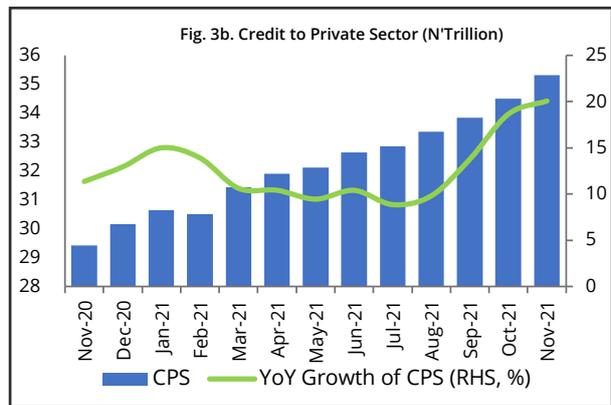
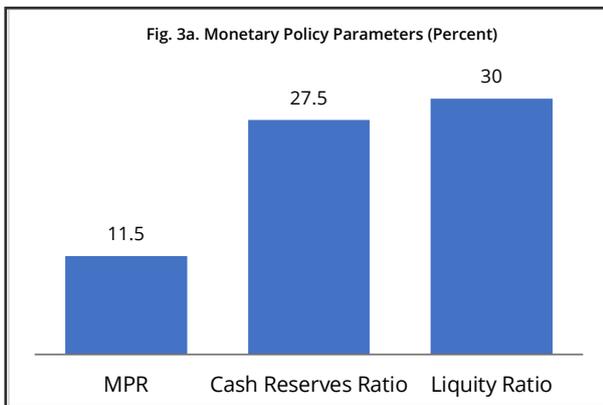
En réponse aux mouvements de liquidité, le marché boursier a maintenu une posture inversée pour générer de la performance en 2021. Au premier semestre de l'année, le marché boursier a réagi avec une tendance à la baisse de l'indice NGX All-Share (ASI) suite à l'introduction de l'indice CBN Special Bill qui a épongé les liquidités du système. Cependant, en raison de

l'augmentation de la liquidité qui accompagne les échéances dans tous les segments du marché des titres à revenu fixe, la liquidité du système s'est renforcée. Cela a entraîné une spirale descendante des offres sur les marchés des factures en espèces et des OMO. Par conséquent, le NGX-ASI a enregistré un gain de 6,1 % à la fin de l'année.

FIGURE 3: NIGERIA'S MONETARY POLICY ENVIRONMENT IN 2021

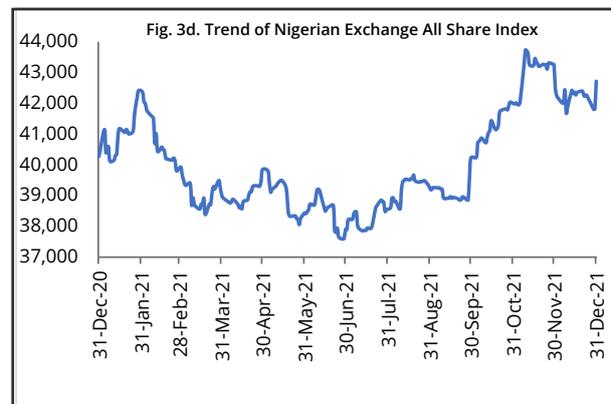
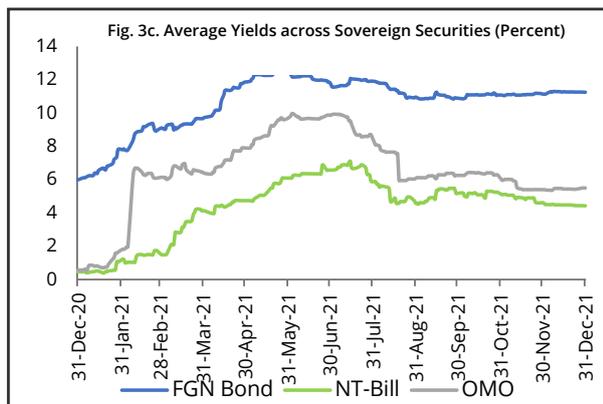
MPC maintained a static position across all policy parameters despite elevated inflation rate in 2021

Credit to the private sector in the year expanded by N5.2 trillion as of November 2021 to N35.3 trillion from N30.1 trillion in December 2020



Following the introduction of the CBN Special Bill, yields across all sovereign instruments expanded.

Opposing movement in system liquidity motivated switch in the performance of the equity market



Data: CBN, FMDQ, NGX, Charts: NESG Research

Stratégies réglementaires

À compter de janvier 2021, la Commission des affaires de l'entreprise (CAC) a commencé la mise en œuvre de la loi de 2020 sur les sociétés et les questions connexes (CAMA), qui a été promulguée par le président en août 2020. La nouvelle loi vise à rendre transparent et moins cher Les nouvelles entreprises commencent par l'utilisation de la technologie, pour renforcer la transition des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) du secteur informel vers le secteur formel et pour remodeler l'environnement général des affaires. Concrètement, la loi prévoyait la création d'une société d'adhésion Bachelor ; des coûts d'enregistrement et de réforme moins élevés pour les MPME ; dépôt électronique, partage/transfert et réunions électroniques ; arrangement commercial volontaire pour un régime d'insolvabilité étendu; la divulgation des membres exerçant une surveillance importante sur les entreprises afin d'améliorer la responsabilité et la transparence des entreprises ; et d'autres réformes pour renforcer l'environnement des affaires.

De même, la loi de finances 2020, telle que mise en œuvre en 2021, a procédé à plusieurs réformes. La loi a élargi les conditions permettant au président de dépasser le plafond des dépenses pour inclure la guerre, la sécurité, la rupture de l'ordre public, les catastrophes naturelles ou d'autres dangers publics menaçant l'existence et l'unité du Nigéria. Pour faciliter l'environnement des affaires, il prévoyait une réduction des droits d'importation sur les voitures de transport de 30 % à 5 % ; réduire le taux d'imposition minimum à 0,25 % à partir de 0,5 % ; et l'exonération des revenus de 30 000 N ou moins de l'impôt. Pour renforcer les recettes publiques, la loi oblige les entreprises opérant dans la zone de libre-échange (zone franche) à déposer leur déclaration auprès du Federal Internal Revenue Service (FIRS); et impose un prélèvement forfaitaire de 50 N sur les transferts électroniques de fonds de plus de 10 000 N.

Dans le but de raviver le potentiel de l'industrie pétrolière et gazière nigériane et de lever les contraintes à la croissance de la production et des exportations de pétrole, le président a signé la loi sur l'industrie pétrolière (PIA) qui entrera en vigueur à partir de 2022. La loi promeut des réformes institutionnelles pour gestion transparente et responsable de l'industrie pétrolière et gazière; accroître la capacité de l'industrie grâce à un environnement commercial concurrentiel et à la libéralisation des opérations en aval ; le développement socio-économique des communautés d'accueil pour améliorer la coexistence harmonieuse avec les opérateurs pétroliers et atténuer les perturbations liées aux conflits ; et le cadre fiscal de l'industrie pour optimiser la mobilisation des recettes publiques. La nouvelle loi est intervenue à un moment critique dans l'industrie pétrolière et gazière alors qu'elle s'efforce d'augmenter la production, les exportations et de soutenir les recettes publiques alors que les compagnies pétrolières internationales continuent de déclencher la clause de force majeure. La nouvelle loi permet également à la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) de passer à la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC Limited) et prévoit spécifiquement un calendrier pour la suppression des subventions sur les carburants.

De plus, en janvier 2022, la Securities and Exchange Commission (SEC) commencera à imposer des frais réglementaires sur les transactions obligataires sur le marché secondaire (obligations). Cela alimentera les revenus du gouvernement. Cependant, cela mettra à rude épreuve les investisseurs du marché des capitaux et découragera les participants étrangers qui ont déjà quitté le marché.

3. SECTEUR EXTERIEUR

En 2021, la position extérieure du Nigéria, en particulier le commerce des marchandises, s'est encore détériorée. La reprise de l'économie mondiale a entraîné une augmentation de la demande mondiale de pétrole brut. Cela a entraîné une hausse des prix internationaux du pétrole. Fin décembre 2021, les prix du pétrole brut Brent et du pétrole West Texas Intermediate (WTI) ont culminé à 77,8 USD le baril et 75,2 USD le baril, respectivement. Ceux-ci représentent des augmentations de 65,4 % et 72,8 % par rapport à leurs prix d'ouverture respectifs en 2021. Le prix moyen de Bonny Light en 2021 était de 71,1 \$ le baril, soit une augmentation de 68,9 % lorsque le prix moyen pour 2020 est pris en compte. Malgré l'assouplissement des contraintes de la chaîne d'approvisionnement mondiale, la production de pétrole brut du Nigéria (moins de condensat) était en moyenne de 1,4 million de barils par jour (mbpj) en 2021, contre 1,6 mbpj en 2020 (voir Fig. 4a). La baisse de la production de pétrole brut au Nigeria est due aux défis de la détérioration de la capacité de production et des perturbations techniques dans les opérations de certains terminaux pétroliers. En conséquence, le Nigéria a continué à produire en dessous de son niveau de quota de production de l'OPEP. Cela a entraîné de faibles revenus provenant des exportations de pétrole.

du Nigeria signalent que la position commerciale s'est détériorée malgré une augmentation continue de 40% des exportations. Soutenue par l'augmentation des recettes d'exportation de pétrole brut, la valeur totale des exportations du Nigéria a augmenté de 40,6 % au cours des 9M-2021 pour atteindre 13,1 billions de nairas contre 9,3 billions de nairas au cours des 9M-2020 (voir la figure 4b). Cependant, la balance commerciale est restée déficitaire, en raison d'une accélération de la croissance des importations par rapport aux exportations. De janvier à septembre 2021, la valeur totale des importations du pays a augmenté de 57,1 % pour atteindre 22 000 milliards de nairas contre 14 000 milliards de nairas au cours de la période correspondante de 2020. produits, combustibles minéraux, aliments et animaux vivants et produits manufacturés. Par conséquent, le déficit commercial du Nigéria s'est creusé à 8,8 billions de nairas au cours des trois premiers trimestres de 2021, contre 4,6 billions de nairas au même point final de 2020 (voir Fig. 4b).

Contrairement à la balance commerciale, le compte courant est revenu à l'excédent. Après neuf trimestres consécutifs de déficit, le compte courant a enregistré un excédent de 0,35 milliard de dollars au T2-2021 (voir Fig. 4d). Consolidé sur l'excédent net, le solde du compte courant a quadruplé au T3-2021 pour atteindre 3,68 milliards USD, reflétant l'impact de la hausse des prix du pétrole. Cependant, les entrées d'investissements étrangers au Nigéria sont restées limitées en 2021 malgré la reprise de l'économie. Les entrées totales de capitaux de 4,5 milliards de dollars US représentent 47,6 % de moins que 8,6 milliards de dollars US au même point final de 2020 (voir la figure 4c). Au niveau désagrégé, les investissements étrangers directs (IDE), les investissements étrangers de portefeuille (IPE) et les autres investissements ont diminué de 56,2 %, 46,2 % et 47,7 % au cours des trois premiers trimestres de 2021, à 0,3 milliard USD, 2,7 milliards de dollars et 1,4 milliard de dollars, respectivement, par rapport au point final correspondant de 2020. La trajectoire de croissance économique fragile et les incertitudes du marché des capitaux ont considérablement ébranlé la confiance des investisseurs dans le Nigéria en tant que destination d'investissement préférable.

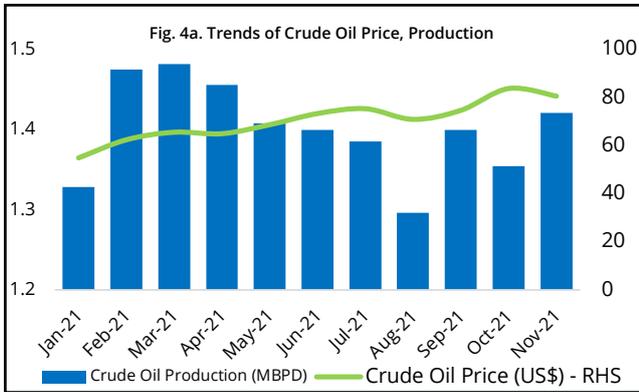
Alors que l'impact économique du COVID-19 perdurait, le Nigéria a cherché à emprunter directement pour atténuer la pression sur les réserves et les taux de change. Pendant plus des trois premiers trimestres de 2021, les réserves extérieures et le taux de change sont confrontés à d'énormes pressions, en particulier de la demande d'importation de devises (FX) et de la faiblesse des entrées d'investissements étrangers. En conséquence, les réserves de change du Nigéria ont augmenté pour atteindre 41,8 milliards de dollars américains en octobre 2021, avant de tomber à 40,5 milliards de dollars américains à la fin de l'année (voir la figure 4e). Cela représente une augmentation annuelle de

14,4 % contre 35,4 milliards de dollars en 2020, qui sont largement tirés par les emprunts extérieurs provenant de l'émission d'euro-obligations, des DTS du FMI et de la hausse mondiale des prix du pétrole en 2021. En raison de la pression sur les taux de change au cours de l'année, il y a eu un ajustement du taux de change sur le guichet Investisseurs et Exportateurs (I&E), tandis que la CBN a adopté le taux de change IE comme taux officiel dans un effort d'harmonisation des différents marchés des changes. Cependant, l'écart entre la fenêtre I&E et les taux de change du marché parallèle s'est creusé et s'est stabilisé dans une fourchette de 145 N/\$ US - 160 N/\$ US à la fin de 2021 (voir Fig. 4f).

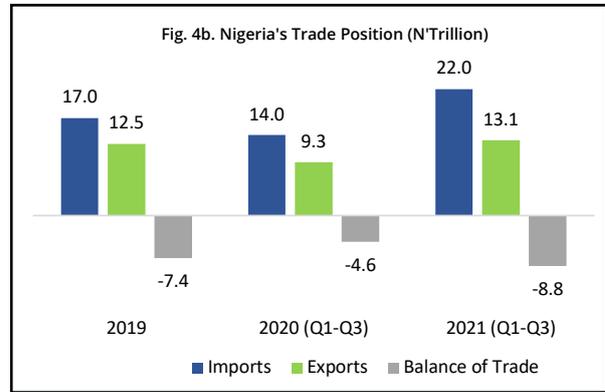


FIGURE 4: NIGERIA'S EXTERNAL SECTOR PERFORMANCE IN 2021

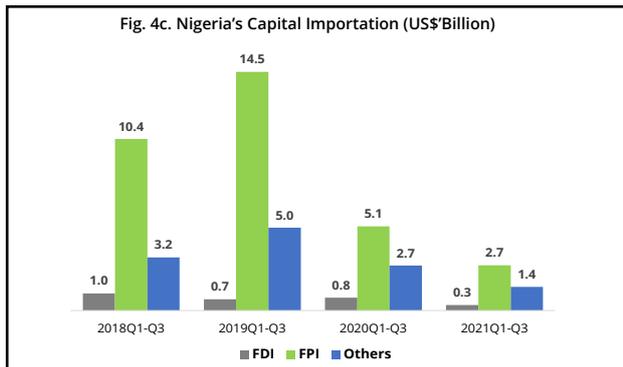
...oil production was below OPEC+ benchmark in 2021



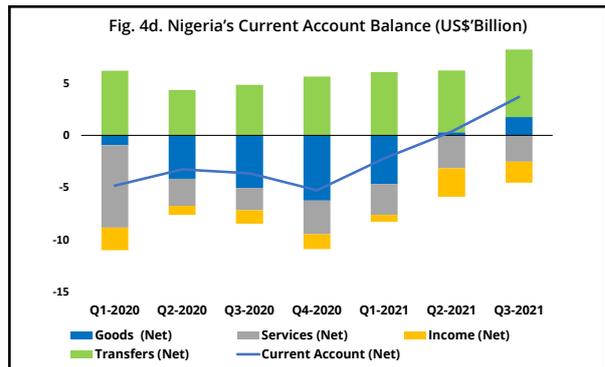
Nigeria's trade situation remains unfavourable. It recorded widening deficit in first three quarters of 2021



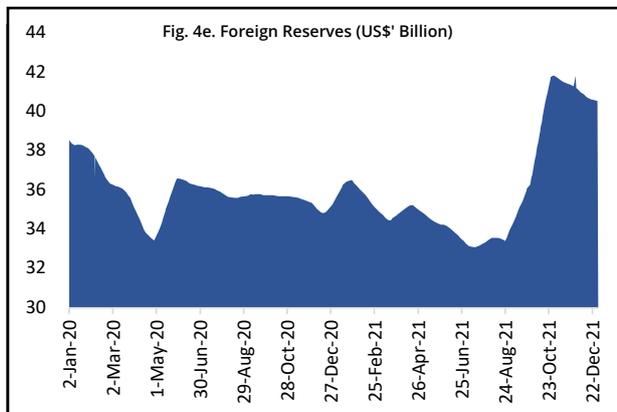
Nigeria's perceived harsh business environment scares away investors



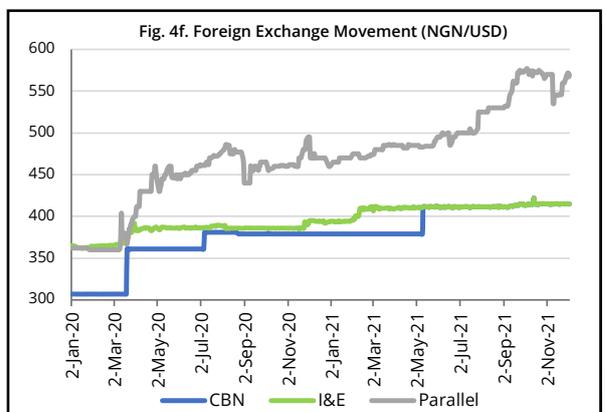
...high oil price in 2021 contributed to improving Nigeria's net current account balance position



...External reserves closed the year high on improved global oil price & high external fund sourcing such Eurobond, IMF's SDR



Naira depreciated hugely despite CBN's FX market interventions



Data: NBS, CBN, FMDQ, Charts: NESG Research

COURS DE LA REVUE DE L'ÉCONOMIE NIGÉRIAN EN 2021

Un thème général sur la situation de l'économie nigériane en 2021 est celui de la pénurie de devises et de la divergence des taux d'intérêt, ainsi que d'autres contraintes politiques. Celles-ci continuent de limiter la productivité sectorielle, d'augmenter les risques d'investissement, de ralentir la création d'emplois et d'aggraver la balance commerciale, entraînant une pénurie d'investissements à terme nécessaires pour atteindre une croissance économique élevée et soutenue.

Le creusement du déficit budgétaire et d'autres contraintes qui s'imposent pour redresser rapidement la situation sont également préoccupants pour l'avenir économique du pays. Par conséquent, il est nécessaire de changer de paradigme dans l'environnement politique pour éviter d'inverser le rythme actuel de la reprise économique. Ce changement de paradigme ne peut être garanti qu'en prenant des décisions difficiles en matière de réforme économique. Si l'on peut s'appuyer sur l'histoire, seules des réformes économiques qui s'alignent sur les aspirations du secteur privé (pour l'efficacité économique) et des personnes (en termes de bien-être) peuvent générer des résultats. une économie inclusive et garantissant que personne ne soit laissé pour compte dans le dernier kilomètre.



**Perspectives
de l'économie
nigériane en 2022**

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE NIGÉRIANE EN 2022

1 Élimination proposée de la subvention à l'essence: la Loi sur l'industrie pétrolière (PIA) stipule l'élimination de la subvention à l'essence. Cette décision aurait un impact significatif sur toutes les facettes de l'économie - y compris le bien-être des ménages, le coût des affaires et les finances publiques.

2 Mise en œuvre du Nouveau Plan National de Développement (NPD) 2021-2025: Le Plan repose sur six piliers : croissance économique et développement ; Infrastructure; administration publique; développement du capital humain; le développement social et le développement régional, avec l'objectif de produire une croissance moyenne de 4,7 % au cours des cinq prochaines années.

3 Achèvement et lancement de la Raffinerie de Dangoté: les 650 000 très attendus capacité de baril Le projet de raffinerie de Dangote devrait atteindre le stade d'achèvement avant la fin du premier trimestre 2022. Ses opérations devraient réduire l'importation de produits pétroliers raffinés et renforcer les économies du commerce extérieur.

4 Niveaux croissants d'insécurité: L'incapacité du gouvernement à apprivoiser les défis de l'insécurité - en particulier le banditisme et les enlèvements - pourraient décourager l'afflux d'investissements indispensables dans les différents secteurs de l'économie nigériane.

5 Introduction de la norme internationale d'information financière (IFRS) 17 pour les compagnies d'assurance et la recapitalisation des assurances et des fonds de pension. Celles-ci conduiront à des fusions et acquisitions en 2022 ainsi qu'à une activité accrue sur les bourses nationales. En conséquence, le Nigéria peut connaître une augmentation des flux d'investissements.

6 Début des opérations par Infrastructure Company Limited (INFRACO). Avec une injection de capital initiale de 2,4 milliards de dollars par le gouvernement fédéral, la société de développement axée sur les infrastructures devrait démarrer ses activités en 2022 et porter ses actifs à 15 000 milliards de nairas.

7 Les dépenses liées aux élections feraient gonfler les dépenses budgétaires excessives en 2022. La tenue d'élections générales a un coût énorme pour le Trésor public. Ces dépenses soutiennent généralement une productivité accrue dans des sous-secteurs de services clés tels que les médias et la diffusion, l'impression et la publicité, les transports, entre autres.

8 La pression sur les prix des matières premières persistera jusqu'en 2022 et aggravera le taux de pauvreté. La hausse de l'inflation mondiale, en particulier dans les pays hautement industrialisés comme la Chine, entraînera une hausse des coûts d'importation pour les économies émergentes comme le Nigéria. Cela affectera les taux commerciaux du pays et devrait exercer des pressions supplémentaires sur les prix généraux (à la consommation) et sur les mauvaises conditions.

9 Introduction du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS). L'un des inconvénients de l'opérationnalisation de l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) est la difficulté associée à la réglementation des paiements et des transactions étant donné l'existence de plus de 40 devises sur le continent. Le PAPSS a été lancé en septembre 2021 pour faciliter ce défi. Cela devrait réduire les coûts de transaction élevés associés à la convertibilité des devises et à une pression modérée sur les réserves extérieures du Nigéria.

10 Pénurie de devises et arriéré persistant de la demande. La volatilité des taux de change persistera jusqu'en 2022 en raison d'un retour insuffisant des liquidités en devises. Cela continuera de limiter les activités économiques et productives et de créer un niveau d'incertitude considérable

PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES DU NIGÉRIA POUR 2022

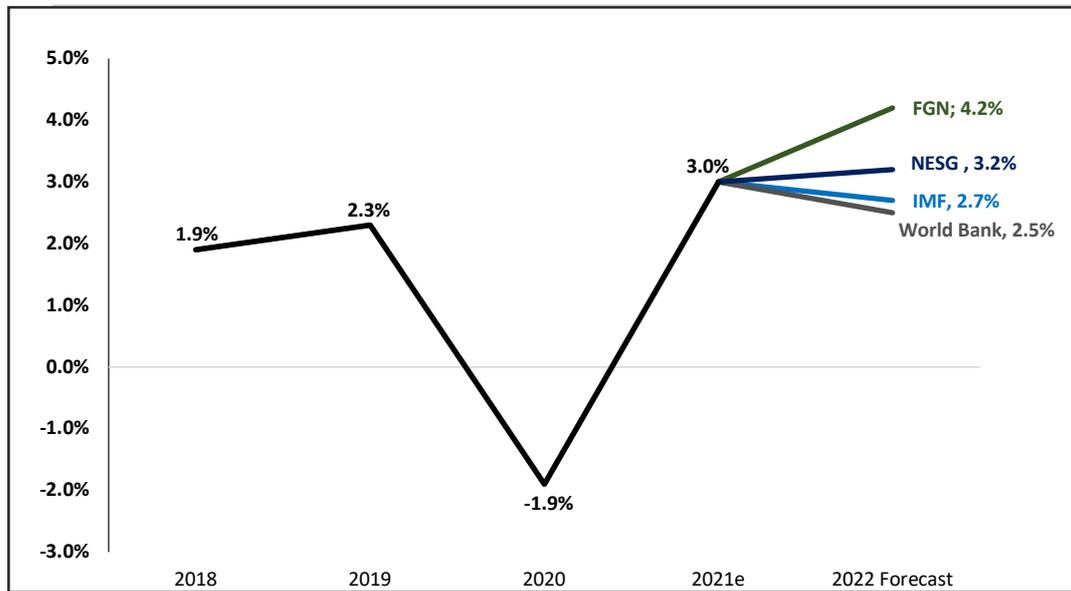
Pour réaliser notre projection, nous avons utilisé les modèles d'équilibre général calculable (EGC) et macroéconomiques du NESG, qui ont été développés pour simuler et analyser les impacts de différentes politiques sur les principaux indicateurs macroéconomiques. Le modèle NESG CGE comporte huit blocs : production, revenu et épargne, demande, commerce international, prix, équilibre, équations dynamiques et autres blocs de variables. Le modèle n'implique aucune hypothèse comportementale d'optimisation intertemporelle ou véritablement dynamique ; il s'agit plutôt d'une optimisation récursive, caractérisée par une séquence d'équilibres temporaires.

Les projections pour 2022 sont déterminées à la fois par les évolutions externes/mondiales et les conditions économiques nationales. Les développements mondiaux pris en compte incluent la croissance de la production mondiale, le marché mondial du pétrole, le commerce international et l'impact des nouvelles variantes de COVID-19 [FEMININE]. D'autre part, les dépenses budgétaires et les activités préélectorales devraient façonner l'environnement économique national. Bien qu'il soit difficile de faire des prédictions précises, le renforcement de la confiance et les scénarios autour des prédictions offrent flexibilité et plausibilité. Cette section fournit des prévisions de croissance du PIB réel, d'inflation, de recettes publiques, de taux de change et de chômage pour 2022 en explorant trois scénarios:

- Le scénario de statu quo (1) repose sur l'hypothèse de base ceteris paribus que la situation macroéconomique reste la même que l'année précédente, ainsi que sur des hypothèses autour de la dotation de la loi 2022.
- Le meilleur scénario (2) est légèrement optimiste par rapport au scénario du statu quo. Le prix du pétrole brut était basé sur la moyenne des contrats à terme sur le pétrole brut du New York Mercantile Exchange (NYMEX) pour la période janvier-octobre 2022.
- Le scénario du pire (3) est légèrement pessimiste par rapport au scénario du statu quo.

Hypothèse	Résultats	Implication	
Scénario 1: Entreprise comme Habituel	Le prix du pétrole brut est en moyenne de 62 USD le baril (pb) ; Production moyenne de pétrole brut 1,66 million de barils par jour (mbpd) ; Dépenses en capital à 3,5 billions de nairas	Le PIB réel augmente de 2,7 % ; Taux d'inflation moyen de 15 % ; Les recettes publiques augmentent de 20 % ; Le taux de change officiel se déprécie et se stabilise à 430 N/1 USD ; le tarif de change parallèle à N550/1 USD ; Taux de chômage à 33% ; Taux de sous-emploi à 29 %	Les dépenses par habitant augmentent de 5 % ; La dette publique augmente de 11 %
Scénario 2 : Meilleur Cas	Le prix du pétrole brut est en moyenne de 75 USD pb ; Production moyenne de pétrole brut de 2,0 mb/j ; Dépenses en capital à 4,05 billions de nairas	Le PIB réel augmente de 3,2 % ; Le taux d'inflation se modère à 12 % ; Les recettes publiques augmentent de 30 % ; Le taux de change officiel se stabilise à 415 N/1 US\$; le taux de change parallèle à 535 N/1 USD ; Taux de chômage à 30% ; Taux de sous-emploi à 22 %	Les dépenses par habitant augmentent de 9 % ; La dette publique augmente de 9 %
Scénario 3 : Le pire Cas	Le prix du pétrole brut s'établit en moyenne à 50 pb USD ; Production moyenne de pétrole brut 1,2 mb/j ; Dépenses en capital à 2,7 billions de nairas	Le PIB réel augmente de 1,8 % ; Le taux d'inflation augmente à 17 % ; Les recettes publiques diminuent de 20 % ; Le taux de change officiel se déprécie à N450/USD1 ; le taux de change parallèle à N600/USD1 ; Taux de chômage à 40% ; Taux de sous-emploi à 32 %	Les dépenses par habitant augmentent de 3,5 % ; La dette publique augmente de 19 %

Fig 5: Actual and Projected Real GDP Growth for 2022



Source: World Bank; IMF; Nigeria Ministry of Finance, Budget and National Planning; NESG Research

Raisonnement et résultats

Scénario 1 - Business as Usual

Justification : Le scénario de statu quo suppose que les prix du pétrole brut atteindront en moyenne 62 \$ le baril en 2022, comme le stipule la loi de crédits de 2022. Ce cas suggère que la découverte de nouvelles variantes du COVID-19 ralentira le rythme de la reprise économique mondiale en 2022. Cela affectera donc la reprise des activités manufacturières dans les économies avancées et émergentes, ainsi que la demande de pétrole brut. En réponse, l'OPEP continuera de réduire les quotas de production pour assurer des prix stables. Par conséquent, la production de pétrole brut du Nigeria sera en moyenne de 1,66 mbpj

– plus de 1,49 mbpj enregistré en 2021 mais 12% en dessous du niveau de production pétrolière du budget 2022 de 1,88 mbpj. Ce scénario suppose également que le gouvernement dépensera 3 500 milliards de nairas en dépenses d'investissement, soit 68 % des dépenses d'investissement budgétées en 2022.

Résultat : Le résultat de ce scénario est une amélioration progressive de la macroéconomie. Le PIB réel augmentera de 2,7 % en 2022. Les secteurs de l'agriculture, du commerce et des télécommunications continueront d'être les principaux moteurs de la croissance en raison de leurs niveaux actuels de résilience. Pendant ce temps, d'autres secteurs, tels que la fabrication et les services, connaîtront une croissance marginale. Néanmoins, les recettes publiques augmenteront de 20 %. Des problèmes tels que l'augmentation des tarifs de l'électricité et l'augmentation des prix de l'essence due à la suppression éventuelle des subventions maintiendront le taux d'inflation élevé à 15 %. Pendant ce temps, les taux de change officiels et du marché parallèle se déprécieront à 430 N/1 USD et 550 N/1 USD, respectivement. Les taux de chômage et de sous-emploi seront de 33 % et 29 % dans l'année.

Implication : Le résultat du statu quo et la course aux élections générales entraîneront une augmentation de 5 % des dépenses des ménages et la pression sur les recettes fiscales augmentera le déficit public de 11 %.

Scénario 2 – Meilleur des cas

Justification : Dans notre meilleur scénario, basé sur le prix du pétrole brut NYMEX Futures, nous supposons que le prix moyen du pétrole brut maintiendra son niveau élevé et sa référence à 75 USD le baril en 2022, contre une moyenne de 70,4 USD le baril, enregistré en 2021. Ce chiffre est supérieur au repère budgétaire de 2022 de 62 \$ US le baril. Malgré la découverte de nouvelles souches de COVID-19 et la reconstitution des confinements et des restrictions de voyage par quelques pays, la vaccination massive contribuera à soutenir les activités économiques à travers le monde jusqu'en 2022 ; Par conséquent, la demande de pétrole restera élevée.

En termes de production, ce scénario suppose une amélioration de la production de pétrole brut du Nigeria à 2,0 mbpj contre une moyenne de 1,49 mbpj en 2021. Ceci en prévision d'une révision à la hausse du quota de l'OPEP, de la résolution des problèmes techniques affectant la production de pétrole, de la libération de pétrole brut des réserves stratégiques du pays et le début de la mise en œuvre de la loi sur l'industrie pétrolière. De plus, ce scénario suppose que le gouvernement fédéral dépensera jusqu'à 4 050 milliards de nairas en dépenses d'investissement en 2022, soit 75 % des dépenses d'investissement budgétées pour l'année. Cela reposera sur l'augmentation anticipée du prix du pétrole, culminant l'augmentation des recettes publiques et le début de la mise en œuvre du nouveau régime de développement (2021-2025).

Résultat : Les résultats de ce scénario auront des impacts positifs significatifs sur l'économie nigériane malgré la modération de la tendance de la croissance économique en raison de la croissance du PIB réel en 2021. Le PIB réel augmentera de 3,2 % en 2022, tiré par l'expansion des principaux secteurs critiques tels que l'agriculture, Télécommunications, Institutions financières, Transport et Fabrication. Les recettes publiques augmenteront de 30 %. Les taux de change officiel et parallèle se stabiliseront respectivement à 415 N/1 USD et 535 N/1 USD, car la hausse des prix du pétrole et de la production soutiendra la croissance des réserves extérieures. L'amélioration de l'espace macroéconomique soutiendra la tendance à la baisse du taux d'inflation, et le taux d'inflation se modérera à 12 %, tandis que les taux de chômage et de sous-emploi s'établiront à 30 % et 22 %, respectivement.

Implication : Le résultat du scénario le plus favorable et la course aux élections générales entraîneront une augmentation de 9 % des dépenses des ménages et une contrainte sur les recettes fiscales. La pression des dépenses électorales augmentera le déficit public de 9 %.

Scénario 3 – Pire des cas

Justification : Dans le pire des scénarios, nous supposons que le prix du pétrole brut atteindra en moyenne 50 \$ US le baril. Cela sera motivé par l'anticipation d'une nouvelle escalade de la propagation du COVID-19, principalement la nouvelle souche, qui pourrait entraîner un verrouillage généralisé parmi les pays et limiter la demande de pétrole brut. Cela incitera l'OPEP à prolonger la réduction de la production, la production du Nigeria diminuera encore et la production nationale de pétrole brut atteindra en moyenne 1,2 mbpj. Avec la baisse éventuelle des recettes publiques, nous supposons que le gouvernement fédéral dépensera à lui seul jusqu'à 2,7 billions de dollars namubiens pour des projets d'investissement en 2022, soit 50 % des dépenses d'investissement budgétées en 2022.

Résultat : Le résultat de ce scénario sera un vent contraire à la montée de la macroéconomie. Le PIB réel augmentera de 1,8 % en 2022. La production de secteurs critiques tels que la fabrication, la construction et d'autres sous-secteurs de services connaîtra une contraction. Cela conduira à une contraction des recettes publiques de 20 % à mesure que les recettes provenant des produits pétroliers et non pétroliers seront limitées. La pression sur le taux de change s'intensifiera à mesure que le taux du marché parallèle augmentera à 460 N/1 USD et 600 N/1 USD, respectivement, en raison de la baisse des flux provenant des exportations de pétrole et des investissements étrangers. Cela augmentera encore le taux d'inflation à 17%, et les taux de chômage et de sous-emploi augmenteront à 40% et 32%, respectivement, au cours de l'année.

Implication : Le pire des cas et les élections générales entraîneront une augmentation de 3,5 % des dépenses des ménages et une pression sur les recettes fiscales. En outre, la pression des dépenses électorales augmentera le déficit public de 19 %.

APERÇU DU PLANIFICATEUR DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL 2021-2025

Le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 a adopté une approche de développement intégrée et multisectorielle. L'approche reconnaît la nature multiforme et interconnectée de la croissance économique et du développement durables, qui appellent des interventions simultanées par le biais d'une approche coordonnée de la mise en œuvre des programmes de développement. Dans l'ensemble, l'objectif global du Plan est de sortir 35 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2025.

PILERS DE PLANIFICATION



TAILLE DU PLAN



ROLES OF GOVERNMENT IN THE PLAN

The philosophy of the government is to work with all stakeholders within and outside the country for the structural transformation of the economy to guarantee continuous improvement in the welfare and standard of living of all citizens.

STRUCTURE OF THE PLAN

The Plan is structured around seven cluster areas, namely: (1) Economic growth and development (2) Infrastructure (3) Public administration (4) Human capital development, (5) Social Development, (6) Regional development and (7) Plan Implementation, Communication, Financing, Monitoring and Evaluation.

TRANSFORMATION OF THE NIGERIAN ECONOMY AS PICTURED IN THE PLAN (AVERAGE FOR 2021-2025)

Real GDP Growth (%)	Agriculture Growth (%)	Industry Growth (%)	Manufacturing Growth (%)	Services Growth (%)	Oil Sector Growth (%)	Non-Oil Sector Growth (%)
4.65	2.61	8.31	10.42	4.02	1.54	4.91

AMÉLIORATION DES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES (MOYENNE 2021-2025)

Taux de chômage (pourcentage) 22.78	Création d'emplois (millions) 4.21	Nombre de personnes de la pauvreté (millions) 6.98	PIB par habitant (US DOLLARS \$) 2,927.58
Agriculture Réduire les pertes après récolte à 30%, la part des exportations à 6,1 % et améliorer la sécurité alimentaire nationale.	Fabrication Augmenter la production manufacturière de 13 %	Pétrole et gaz Économie du partage - 7,5%, raffinage du pétrole -1% économie, 80 % de production de gaz pour l'électricité: augmenté production de pétrole et de gaz de 2,4 mbpj & 15 bscfpd, respectivement	Minéraux solides Augmentation de la part de l'économie à 3% et 20 milliards de nairas de revenus
Industrie créative L'un des 20 premiers secteurs HVDC au monde en termes de PIB d'ici 2025			

INFRASTRUCTURE

Transport 7,7 billions de nairas	Électricité et énergie alternative 598 milliards de nairas	Économie numérique 150 milliards de nairas	Logement et développement urbain 3,5 billions de nairas	Science, technologie et innovation 924 milliards de nairas	Secteur financier 1,5 billion de nairas
--	--	--	---	--	---

ADMINISTRATION PUBLIQUE

ÉDUCATION & RESSOURCES HUMAINES Améliorer l'accès à l'éducation de base de 80 % ; réduire le nombre d'enfants non scolarisés de 8 millions ; améliorer l'offre d'enseignement supérieur dans 10 écoles	SANTÉ Augmenter les indicateurs de santé clés tels que le ratio médecin-patient, le nombre de centres de santé ; espérance de vie, mortalité infantile, etc.	ALIMENTATION ET NUTRITION Améliorer les résultats sociaux autour des objectifs de développement durable (ODD)
--	--	---

SOCIAL DEVELOPMENT

LAVAGE améliorer l'accès à l'eau pour l'hygiène, la production alimentaire et énergétique	ENVIRONNEMENT Optimisation de l'économie circulaire & renouvelable	FEMME & ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES améliorer la parité hommes-femmes de <100	DÉVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE réduire le chômage des jeunes et accroître la participation des jeunes à la gouvernance	DÉVELOPPEMENT SPORTIF Accroître l'impact du sport sur l'économie nigériane et améliorer le classement du Nigeria dans le sport	PERSONNE HANDICAPÉE Améliorer les moyens de subsistance des personnes handicapées de 50 %
---	--	---	--	--	---

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL - Minimiser les disparités en matière de développement économique et d'accès aux services publics dans toutes les zones géopolitiques

SEPT PRIORITÉS POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT (2021 - 2025)

Si le Plan est détaillé et large dans l'identification des SNT critiques, pilotes et promoteurs du développement national, on ne saurait trop insister sur la nécessité de sa mise en œuvre effective. Pour obtenir des impacts significatifs sur la croissance économique et le développement inclusif, le gouvernement doit délibérément veiller à ce que les bases nécessaires soient posées pour optimiser les avantages et les résultats économiques*.

La mise en œuvre effective du Plan repose sur les priorités suivantes:

Fournir des orientations pour la mise en œuvre: Il est important de communiquer les actions politiques spécifiques aux ministères, départements et agences du gouvernement, ainsi que le rôle spécifique des gouvernements infranationaux dans le Plan. Ceci est important pour bien clore les héritages qui émaneront du Plan et assurer une stratégie de transition efficace puisqu'il reste un peu plus d'un an au gouvernement pour travailler sur le Plan.

Fournir un cadre pour la promotion de l'investissement: étant donné que le plan dépend fortement de l'investissement du secteur privé, le gouvernement doit identifier le type spécifique d'investissement qu'il cherche à promouvoir dans tous les secteurs. Il est important que le secteur privé sache où et comment puiser dans le Plan.

Mettre en œuvre la réforme de la fonction publique et civile: La mise en œuvre efficace du plan repose sur la préparation des fonctionnaires et des fonctionnaires pour s'assurer qu'ils exécutent le plan à la lettre. La mise en œuvre des plans précédents a subi des revers en raison d'une attitude inappropriée, préjudiciable et non nationaliste envers la mise en œuvre des politiques par le public et les fonctionnaires. De nombreuses recommandations du rapport Oronsaye sur la réforme de la fonction publique restent pertinentes. Par exemple, il est nécessaire d'instituer une gestion basée sur la performance et le mérite des ministères, départements et agences (MDA) et d'harmoniser leurs activités pour conduire efficacement la mise en œuvre des plans gouvernementaux.

Assurer la stabilité macroéconomique et la coordination des politiques: Compte tenu de l'engagement attendu du secteur privé, les décisions du gouvernement et des MDA devraient témoigner de la confiance dans l'espace macroéconomique. Ceci est important pour que le secteur privé s'engage dans l'économie à long terme et soutienne la diversification économique et la croissance économique socialement comprise.

Investir dans le développement du capital humain: Avec une attente accrue pour le développement industriel ainsi que le développement dans d'autres secteurs du plan, la qualité de la main-d'œuvre qui devrait organiser des actions politiques spécifiques est importante. La qualité tourne autour de leur capacité vis-à-vis de l'éducation, des compétences, des conditions de santé, de l'espérance de vie, de la sécurité sociale, etc. L'amélioration du capital humain incitera considérablement la main-d'œuvre à conduire la mise en œuvre efficace du plan.

Mettre en œuvre la réforme de la mobilité des capitaux: l'un des fléaux des flux d'investissements étrangers au Nigéria est la nature ad hoc de la politique et de la réglementation en matière de transfert de capitaux. Le gouvernement doit clarifier les mouvements transfrontaliers de capitaux. Sinon, les investissements privés des investisseurs étrangers seront limités.

Improve the Security Situation: The private sector investment of ₦298.3 trillion implies an investment of about 50% of GDP annually. To encourage a private sector investment of that magnitude, there must be safety of lives and properties. Continued elevation of security threats will be a disincentive and will limit private investment.

* The emphasis of the NDP 2021 – 2025 on multi-sectoral growth and development gives credence to the central recommendation of previous NESG Macroeconomic Outlook Reports. NESG has canvassed that Nigeria can only achieve sustainable economic growth, massive job creation, poverty reduction and economic diversification through broad growth across major sectors of the economy.

PART B

**Le dernier kilomètre :
Réformes vers une
amélioration
significative des résultats
économiques nationaux**





**Déréglementation du
secteur pétrolier
et gazier et réformes
des subventions aux
carburants**

DÉRÉGLEMENTATION DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER ET RÉFORMES DES SUBVENTIONS AUX CARBURANTS

Le débat sur la déréglementation complète de l'industrie pétrolière et gazière du Nigéria, y compris la suppression de la subvention au carburant, est un événement récurrent depuis le retour du régime démocratique en 1999. Alors que le pétrole et le gaz contribuent à environ 34,9 % des revenus totaux du gouvernement nigérian et Représentant 85,2 % des exportations du pays, l'industrie continue de lutter, avec une faible contribution au PIB du pays (à 8,1 %) au cours des trois premiers trimestres de 2021 (NBS ; FMFBNP ; 2021). Malgré les performances médiocres et volatiles de l'industrie, l'industrie pétrolière et gazière recèle encore d'énormes perspectives telles que :

- La source du potentiel d'investissement massif nécessaire, en particulier la le secteur intermédiaire du pétrole et du gaz ;
- Opportunités de création de richesse passant par le travail de création, etc. ;
- Fourniture d'intrants pour les industries manufacturières légères telles que la pétrochimie, la production de plastiques et de caoutchouc, les médicaments et les produits pharmaceutiques ; et
- D'énormes réserves de gaz pour gagner des devises étrangères et soutenir l'accumulation de réserves externes.

En réponse à la création d'un secteur compétitif, la loi de 2021 sur l'industrie pétrolière (PIA) nouvellement sanctionnée promet plusieurs réformes. Pour optimiser les bénéfices associés au PIA, il est nécessaire de bien mettre en œuvre ses dispositions. En fin de compte, il est prévu que les réformes initiées par le biais de l'AIP aideront à attirer des investissements, à améliorer l'efficacité et la productivité, ainsi qu'à maximiser les résultats socio-économiques associés à une industrie pétrolière et gazière à haute performance.

Voici quelques-uns des objectifs des réformes de l'AIP :

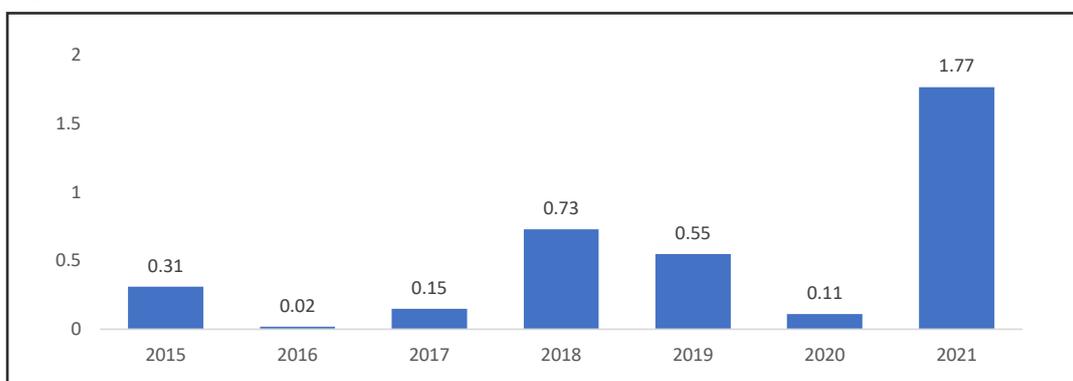
- Propulser la croissance de l'industrie pétrolière: fournir le cadre institutionnel, juridique, concurrentiel et commercial pour développer l'industrie pétrolière et gazière au Nigéria.
- Cadre institutionnel solide : Créer un système de gouvernance transparent et responsable qui favorise un environnement commercial dans l'industrie pétrolière.
- Amélioration de l'administration : libéralisation complète de l'industrie en aval et promotion du commerce équitable et de la concurrence entre les acteurs de l'industrie.
- Renforcer le cadre fiscal : étendre la capacité de l'industrie pétrolière à augmenter les recettes publiques grâce à un ensemble de règles nouvelles et dynamiques.
- Développement de la communauté d'accueil : garantir des avantages socio-économiques directs aux communautés d'accueil grâce aux installations pétrolières favorisant une coexistence harmonieuse.

Outre la nécessité d'une déréglementation complète, l'une des questions politiques litigieuses dans le secteur est la réforme des subventions aux carburants. C'est l'une des nombreuses décisions difficiles que le Nigeria

pourrait avoir à prendre en 2022. La subvention au carburant, initialement envisagée comme un outil de soutien à court terme, a perduré au fil du temps, devenant une menace pour la durabilité. Au cours des trois dernières décennies, le Nigéria a dépensé des revenus substantiels du gouvernement en subventions, qui sont devenues de plus en plus insoutenables. filtrez-le dans

Les finances publiques résultant d'énormes redevances sur les carburants ont obligé le gouvernement à ajuster de temps à autre le prix du carburant à la pompe. Une déréglementation encore partielle – actuellement connu sous le nom de système de prix différentiels – ne fournit qu'un soulagement car le coût de la subvention au carburant augmente chaque fois que les prix internationaux du pétrole brut augmentent.

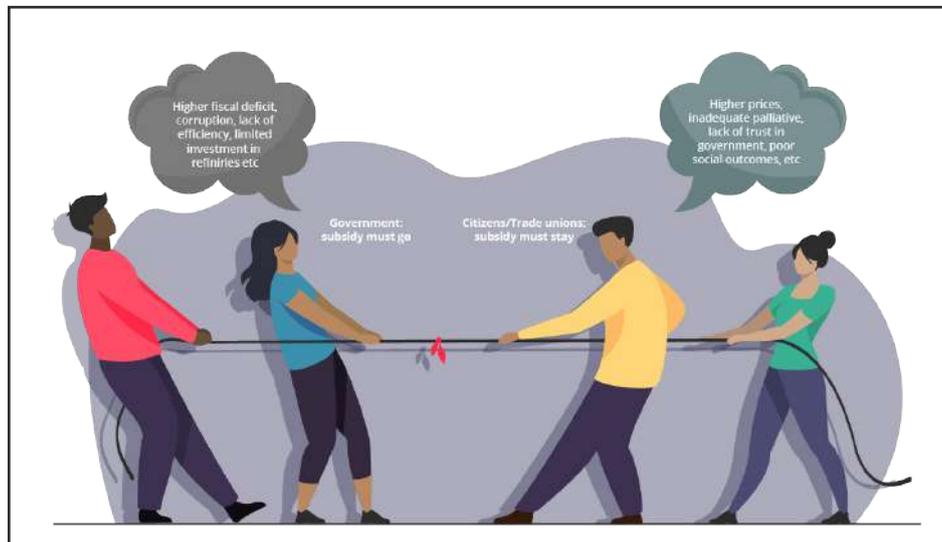
Figure 6 : Subvention aux carburants au Nigeria (N'Trillion)



Données: NNPC, graphique: recherche NESG

D'après la position budgétaire du gouvernement, entre 2015 et 2021, le Nigéria a dépensé une somme cumulée de 3,64 billions de nairas en subventions aux carburants, passant de 307 milliards de nairas en 2015 à 1,77 billion de nairas en 2021 - soit une augmentation énorme de 477 % (voir la figure 6). Après que le prix du pétrole brut est tombé à 9 USD le baril en avril 2020 (le prix moyen en 2020 était de 42 USD le baril) en raison de la pandémie de COVID-19, les subventions aux carburants ont représenté environ 5 % des revenus du gouvernement fédéral, qui se sont maintenus à environ 11 % en 2019 lorsque le prix du pétrole brut était en moyenne de 66 \$ US le baril. Cependant, avec le rebond actuel des prix du pétrole brut, le coût des subventions aux carburants augmentera. En revanche, le secteur privé a fait valoir que sans un système de tarification équitable qui accompagne la déréglementation, on s'attend à ce que les flux d'investissements soient difficiles à obtenir ; Pendant ce temps, les citoyens moyens ont pris en compte la pression inflationniste qui viendrait avec la suppression des subventions et les impacts sur le coût de la vie et le bien-être.

Figure 7 : Histoires de remise en forme : points de vue opposés aux réformes des subventions aux carburants



La source: NESG Research

PRINCIPALES CONSIDÉRATIONS/PRÉOCCUPATIONS POUR LA SUPPRESSION DE LA SUBVENTION

La politique de suppression des subventions sur les carburants, qui affectera le bien-être des ressortissants, doit être gérée avec le plus grand soin pour créer une solution durable qui profitera aux parties prenantes concernées. Par conséquent, une combinaison de mesures devient vitale pour s'assurer que les réformes produisent un impact globalement positif. Les principales questions à prendre en considération lors de l'examen des réformes des subventions aux carburants sont les suivantes :

1. Impact inflationniste: Le rôle central du carburant dans la vie quotidienne des Nigériens — directement et indirectement — entraînera une hausse des prix. Selon la Banque mondiale (2021), la suppression des subventions aux carburants augmentera l'inflation de 2 à 2,5 points de pourcentage. La Banque avait précédemment noté que plus de 8 millions de Nigériens étaient tombés dans la pauvreté en raison de la baisse du pouvoir d'achat au cours de l'année écoulée. La question demeure donc : combien de Nigériens supplémentaires tomberont dans la pauvreté en raison de la hausse des prix du carburant ? Lorsque les prix augmentent, les entreprises sont confrontées à des coûts d'exploitation plus élevés, tandis que les citoyens souffrent d'un pouvoir d'achat déprimé et de la pauvreté. Sans efforts pour fournir des revenus directs (par les transferts) ou indirects (par le travail) à la majorité des citoyens qui en ont besoin, des prix plus élevés ne feront qu'infliger plus de difficultés aux citoyens et exacerber les vices sociaux. Il est également important de noter que les prix restent à la baisse au Nigeria, mesurés par l'indice des prix à la consommation. Bien que le taux d'inflation puisse baisser quelques mois après la suppression de la subvention, cela ne signifie pas que le prix baissera, car une baisse du taux d'inflation ne signifie pas une baisse des prix.

Les principales priorités pour atténuer l'impact inflationniste des réformes des subventions aux carburants devrait inclure:

- Accroître la productivité agricole en relevant les défis de l'insécurité auxquels sont confrontées les principales régions productrices de denrées alimentaires. Selon la Banque mondiale (2021), la partie nord du Nigéria est un point chaud d'insécurité, car le nombre de cas de violence dans la région a presque doublé pour atteindre 3 188 au cours des trois premiers trimestres de 2021, contre 1 699 cas au même point final de 2019. ;
- Réduire le gaspillage alimentaire et les pertes après récolte en améliorant les taux de mécanisation agricole, un système de transport efficace et la fourniture d'installations de stockage à faible coût pour les agriculteurs. Selon Action Aid Nigeria, le Nigeria perd plus de 3 500 milliards de nairas par an en raison des pertes sur les comptes post-récolte. mauvaise manutention des produits, installations de stockage inadéquates et pénurie de de bonnes routes de crèche dans les collectivités rurales de tout le pays;
- Réduire l'extorsion sur les autoroutes. La collecte de péages illégaux le long des autoroutes interétatiques par des acteurs non étatiques et des agences de sécurité est devenue si importante que les navetteurs répercutent souvent les coûts supplémentaires sur les consommateurs, en particulier ceux qui transportent leurs produits directement de la ferme ;
- Réduire la charge routière en réparant les réseaux ferroviaires et les ports maritimes existants. Le transport de produits agricoles à travers le Nigéria s'est limité aux réseaux routiers tandis que d'autres moyens de transport restent inexplorés. Pour les communautés rurales potentiellement accessibles, les autoroutes de liaison sont dans un état déplorable ou abandonné ;
- Constituer des réserves stratégiques de produits agricoles essentiels et les rendre disponibles lorsqu'ils se raréfient. Grâce aux directives sur les prix des produits de base établies dans le passé, le gouvernement a stabilisé les prix des produits agricoles essentiels en libérant les produits rares de ses réserves. Certaines interventions dans le secteur agricole pourraient être améliorées pour atteindre un objectif similaire.

2. Efficacité des dépenses publiques: Depuis les réformes des subventions antérieures au Nigeria, il y a eu un manque de clarté sur la façon dont le gouvernement dépense l'épargne. Selon NOI-Polls (2015), environ 52 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été exclues des avantages des réformes des subventions passées. Quant aux raisons à cela, environ 66 % des répondants ont cité la corruption généralisée, tandis que 39 % ont cité la mauvaise gestion des réformes des subventions aux carburants. À cette fin, la transparence et la responsabilité dans le comportement des dépenses du gouvernement sont une condition préalable pour instaurer la confiance et l'assurance que les économies de subventions du Nigéria seront finalement canalisées vers des utilisations sociales et de développement - infrastructures, santé et éducation. Cette stratégie a largement contribué au succès partiel de la réforme des subventions aux carburants au Ghana en 2005.



SWL 2t

ENCADRÉ 1 : Études de cas réussies et infructueuses/partiellement réussies Réformes des subventions aux carburants – GHANA

Le Ghana fournit un cas de réforme des subventions aux carburants partiellement réussie en 2005 avec les deux (2) mesures déployées. Premièrement, en mettant de côté une évaluation de l'impact social et de la pauvreté des politiques (PSIA) sur les réformes des subventions aux carburants, les autorités ghanéennes démontrent aux sociétés civiles que le régime actuel de subventions aux carburants a profité à la classe supérieure. . En outre, la mise en œuvre des dépenses sociales a été très transparente et favorable aux pauvres. Bien que ces stratégies aient partiellement réussi avec les réformes des subventions aux carburants au Ghana, l'opposition croissante des syndicats de travailleurs a contraint le gouvernement à annuler les réformes et le programme de subventions a persisté (voir la Note de politique de la Banque mondiale par Bacon et Kojima, 2006). Un facteur clé qui a milité contre le succès des réformes des subventions aux carburants au fil des ans au Ghana est l'incapacité à isoler les activités des organismes de réglementation de la manipulation et de l'ingérence politiques (FMI, 2013). Au lieu d'ajuster les prix du carburant en fonction de l'évolution des fondamentaux économiques nationaux, tels que les taux de change, les organismes de réglementation reçoivent des ordres directs de la présidence sur la tarification des produits pétroliers. Pourtant, en Mauritanie, la forte hausse des prix du carburant a provoqué des troubles sociaux et contribué à l'éviction du président de l'époque. En 2003, la communication sur la réforme était mauvaise. La méfiance à l'égard du gouvernement et la corruption ont également attisé les flammes de la dissidence, conduisant à des réformes de la tarification des carburants (FMI, 2013).

3. Nécessité de rendre le secteur pétrolier et gazier plus compétitif, tandis que le gouvernement joue un rôle d'arbitre: l'étude de cas du Brésil montre qu'il est nécessaire d'assurer la concurrence dans le secteur pétrolier et gazier, ce qui est important pour améliorer la participation privée du secteur. En conséquence, la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) ne peut rester le seul importateur de produits pétroliers raffinés si une politique de libéralisation du secteur fonctionne bien. Au lieu de cela, la loi sur l'industrie pétrolière (PIA) devrait être judicieusement mise en œuvre pour attirer les investisseurs dans l'industrie pétrolière nigériane, en particulier les segments en aval et intermédiaires. Plus important encore, le rôle de réglementation est important pour éviter l'exploitation des Nigériens par des négociants en pétrole à but lucratif. Il est également nécessaire de séparer la responsabilité statutaire des organismes de réglementation des ingérences politiques fréquentes, afin de réussir la réforme des subventions aux carburants. Au Ghana, l'interaction de la politique avec les opérations de la société à responsabilité limitée pétrolière d'État a fait progresser les réformes des subventions aux carburants.

4. Investissement dans les segments en aval et intermédiaires du secteur pétrolier et gazier: le PIA devrait débloquer des investissements pour revitaliser les raffineries existantes et construire de nouvelles raffineries. La réalisation de cet objectif réduira l'énorme dépendance vis-à-vis des importations de pétrole et éliminera la nécessité de payer des subventions sur les carburants. Les rapports de la NNPC ont montré que les quatre (4) raffineries existantes ne pouvaient répondre qu'à environ 20 % de la demande totale de carburant. Les installations de raffinage se sont détériorées au point que leur capacité dépasse à peine 20 % de leur capacité maximale. Alors que la raffinerie tant attendue de Dangoté - la plus grande d'Afrique - devrait être bientôt déclassée, le gouvernement devrait s'attaquer aux défis commerciaux récurrents au Nigéria, notamment le déficit d'infrastructures, l'incohérence des politiques et les distorsions réglementaires, entre autres.

ENCADRÉ 2 : Études de cas réussies et infructueuses/partiellement réussies Réformes des subventions aux carburants - BRÉSIL

Le Brésil présente un exemple de réforme réussie des subventions au début des années 1990 et en 2001. Le pays a également connu une réforme réussie des subventions à l'électricité entre 1993 et 2003, mise en œuvre dans le cadre d'un programme facilité par le crédit du FMI. Les facteurs de succès sont résumés comme suit :

- Les autorités brésiliennes ont adopté une approche progressive pour supprimer les subventions aux carburants en commençant par les matières premières politiquement faibles (consommées par les roturiers) et en mettant fin aux réformes des subventions avec les matières premières énergétiques politiquement difficiles (consommées par des élites politiquement saines) ;
- La confiance dans le gouvernement a joué un rôle essentiel dans l'extinction de toutes les formes d'opposition de la part du grand public, car le chef de l'État de l'époque bénéficiait d'un soutien populaire ;
- Le gouvernement a laissé les prix du carburant s'ajuster automatiquement aux fondamentaux macroéconomiques, en particulier les mouvements volatils des taux de change;
- Le Brésil a tiré parti des programmes de protection sociale existants pour soutenir les groupes vulnérables. Initialement, la mesure palliative a pris la forme de l'attribution de bons d'essence aux ménages à faible revenu, leur permettant d'acheter des produits pétroliers à un tarif subventionné. Le gouvernement brésilien a ensuite élargi la portée du filet de sécurité en 2003 pour couvrir plus de 50 millions de personnes bénéficiant du programme de protection sociale le plus étendu du pays, baptisé « La Bolsa Familia » (FMI, 2013).

5. Stratégie de communication efficace: les estimations de la Banque mondiale (2021) ont montré que les 40 % les plus pauvres consomment moins de 3 % de la consommation totale de carburant au Nigeria, ce qui montre que la subvention au carburant profite davantage aux riches qu'aux pauvres. Dans cet esprit, il y aura adhésion des syndicats et de la société civile s'ils connaissent les avantages de la réforme et sont assurés de mesures d'atténuation sans corruption pour améliorer les conditions des groupes vulnérables du pays. Des rapports ont montré que des pays comme l'Indonésie ont exploré une stratégie de communication efficace avant d'introduire une réforme des subventions aux carburants, ce qui a contribué de manière significative à l'acceptation publique de la réforme dans les campagnes.

POINTS D'ACTION POUR LE GOUVERNEMENT SUR LA MEILLEURE VOIE À SUIVRE

1. Envisager de supprimer progressivement la subvention. Un plan de subvention de l'élimination devrait être élaboré. Le gouvernement peut supprimer la subvention au carburant en partie pour permettre aux nationaux d'ajuster les nouveaux prix. Les expériences passées au Nigeria ont montré que la suppression brutale des subventions aux carburants ne fera qu'alimenter les manifestations et les protestations publiques. Contrairement au cas du Brésil, où les autorités ont supprimé les subventions sur les produits pétroliers les unes après les autres, le Nigeria pourrait envisager un ajustement progressif du prix à la pompe de l'essence, peut-être pour refléter l'état des principaux indicateurs de stabilité macroéconomique, tels que le taux de change. Cependant, cet ajustement soulèvera une autre préoccupation, car la dépréciation persistante du taux de change entraînera une hausse des prix de l'essence. Le gouvernement doit donc s'attaquer aux moteurs sous-jacents de l'instabilité macroéconomique dans le pays. L'un de ces moteurs est la pression considérable sur les réserves extérieures due aux factures élevées d'importations de produits pétroliers, qui auraient autrement pu être économisées si les raffineries existantes étaient en bon état de fonctionnement.
2. Mettre en œuvre des interventions sociales efficaces et efficaces avant la suppression des subventions pour gagner la confiance des citoyens. L'une des principales raisons de l'opposition aux réformes des subventions aux carburants au Nigeria est l'absence de régimes de protection sociale viables et viables. La nature ad hoc des programmes d'investissement social au Nigeria avec une couverture limitée doit être revue. Le gouvernement pourrait tirer parti de différentes plates-formes - recensement, argent mobile, vérification du numéro de banque CBN (BVN) et registre social national - pour assurer la couverture des membres les plus vulnérables du public tout en mettant en œuvre des mesures d'atténuation. Bien que nous notions que l'exécution de ces transferts avant la suppression des subventions s'accompagne de pressions, nous pensons que cela est nécessaire, compte tenu du faible niveau de confiance entre les citoyens et le gouvernement. Cela pourrait également être considéré comme un coût à supporter par le gouvernement en supprimant les subventions aux débats.
3. Lutter contre la corruption/les inefficacités dans le secteur pétrolier et gazier. La NNPC doit publier régulièrement ses opérations internes et sa situation financière. Après environ 44 ans d'existence, la compagnie pétrolière publique a publié son premier rapport financier audité en juin 2020. Cela implique que des décennies d'opérations de la NNPC ont été entachées de corruption et d'utilisation abusive des ressources publiques en raison d'un manque de responsabilité. Ces irrégularités créent une atmosphère de méfiance et une perte de confiance dans le gouvernement et ses agences. Tant que la transparence et la responsabilité ne seront pas profondément ancrées dans le secteur pétrolier et gazier nigérian, les réformes critiques de l'industrie seront farouchement combattues par les syndicats et la société civile. entreprises.
4. Intensifier les efforts pour améliorer les revenus. Même si la subvention aux carburants est supprimée, il est probable que le déficit public augmentera à moyen terme si les gouvernements n'augmentent pas les taux de croissance des revenus pour dépasser ces dépenses. Essentiellement, la suppression des subventions aux carburants ne fera qu'atténuer la situation de déficit budgétaire à court terme. Les efforts pour accroître les revenus pétroliers et non pétroliers du pays doivent être intensifiés. Cependant, nous ne saurions trop insister sur la nécessité de bloquer les fuites de revenus, d'élargir les filets fiscaux et de renforcer les partenariats avec les gouvernements des États pour explorer les ressources au niveau infranational.

En conclusion, la suppression des subventions à l'essence aura un coût. Les réformes difficiles sont coûteuses et le coût de l'inaction est également énorme. Cependant, le gouvernement devrait s'efforcer de minimiser ce coût pour les citoyens par des interventions indirectes. La mise en œuvre de réformes des subventions sans compléter la politique par des mesures d'atténuation efficaces ne fera qu'aggraver les difficultés économiques des Nigériens et pourrait en conséquence alimenter les troubles sociaux. Par exemple, la suppression soudaine des subventions aux carburants annoncée le 1er janvier 2012 a entraîné une semaine de protestations et de manifestations. Depuis la manifestation EndSARS en 2020, le Nigéria est dans un état fragile et, par conséquent, la suppression brutale des subventions aux carburants pourrait entraîner des manifestations que le pays ne peut pas se permettre. Plus important encore, il n'est pas facile de restaurer la confiance du public, mais si les actions du gouvernement promeuvent continuellement la crédibilité, le déficit de confiance sera réduit. Selon le NESG, cela contribuera également grandement à améliorer l'acceptation du public, car les réformes seront mises en œuvre dans l'intérêt de la population.



Changement Reforme

CHANGEMENT REFORME

Les défis orientés vers la gestion des changes au Nigeria sont séculaires. Partant de l'adage selon lequel « vous ne pouvez pas donner ce que vous n'avez pas », il est essentiel de noter que la nature dépendante des importations du pays a mis plus de pression sur l'offre et le taux de change. Selon le Bureau national des statistiques (NBS), le commerce d'importation du Nigéria représente 61% du commerce extérieur total en 2020. Avant de discuter des questions de disponibilité des devises et de tarification appropriée des devises, il est urgent de remédier à la faible productivité de divers non-activités du secteur pétrolier, avec un énorme potentiel pour contribuer de manière significative aux recettes en devises du Nigeria. Les statistiques commerciales montrent que le Nigéria est un importateur déclaré de produits agricoles en raison d'approvisionnements nationaux limités. Sur la base des données du BNS, la valeur des importations de produits agricoles a doublé pour atteindre 1,4 milliard de nairas en 2020, contre 689,7 milliards de nairas en 2019.

Le Nigéria reste un importateur signalé de matières premières provenant des ressources nationales non liées ou sous-utilisées. La valeur déclarée des importations de matières premières a fortement augmenté de 79,4 % pour atteindre 2 200 milliards de nairas en 2020, contre 1 200 milliards de nairas en 2019, selon les données de la BNS. Ce n'est pas surprenant car le pays dépend également des produits manufacturés finis importés. Les données de la BNS ont montré que la valeur nette des importations nigérianes de produits manufacturés est passée de 9,9 billions de nairas en 2019 à 11,8 billions de nairas en 2020. La position commerciale nette défavorable entre les produits de base pourrait être inversée si la faible productivité des activités non pétrolières est corrigée et leur les potentiels d'exportation sont pleinement exploités. Avec une balance commerciale améliorée (actuellement déficitaire), le pays réduirait son exposition aux emprunts extérieurs par le biais d'euro-obligations et d'autres prêts non concessionnels. Le maintien d'une balance commerciale favorable, ainsi que des entrées adéquates d'investissements étrangers, contribuera de manière significative à améliorer le rendement des flux de devises dans l'économie - qui était passé de 102,6 milliards USD en 2013 à 70,7 milliards USD en 2020.

Pendant ce temps, la dépendance massive à l'égard des importations a contraint la CBN à gérer la demande de devises en interdisant à certains produits de base, qui pourraient autrement être produits localement, d'accéder au forex sur le marché officiel depuis 2015. Le résultat de cette action politique a renforcé les pressions de la demande parallèlement. marché, d'abord à l'écart important entre le taux de change officiel (désormais le taux de change I&E Window) et le taux de change du marché parallèle (voir Fig. 4f dans la partie A).

Le défi de la faible offre de devises au Nigéria est principalement attribuable au manque de diversification des sources de devises, avec une dépendance colossale sur les recettes d'exportation de pétrole brut et, plus récemment, sur les emprunts extérieurs. Un autre défi auquel est confrontée la gestion du forex au Nigeria est l'intervention fréquente de la CBN sur le marché des devises, qui exerce une pression intense sur les réserves extérieures du pays. Face à la baisse continue des réserves extérieures, la Summit Bank a eu recours à la dévaluation du taux de change (Trois épisodes ont été observés en 2020) et au rationnement du forex chez les utilisateurs finaux. Ces défis envoient de mauvais signaux aux investisseurs potentiels qui sont plus soucieux de la sécurité de leurs investissements (notamment rapatriement des devises à l'échéance des investissements, en plus du rendement).

Malgré les diverses interventions de la CBN sur le marché des changes, les problèmes d'indisponibilité des devises et de tarification inappropriée des devises n'ont pas été pleinement résolus. À cette fin, nous proposons que les réformes visant à résoudre les problèmes de change du Nigéria se concentrent sur deux domaines clés : la nécessité d'accroître la disponibilité des devises et d'assurer une tarification appropriée du taux de change.

Réforme 1 : Nécessité de renforcer la disponibilité des devises

Pour renforcer la confiance des investisseurs dans l'économie nigériane et améliorer l'attractivité des instruments financiers du pays, il est urgent d'améliorer la disponibilité des devises. Les considérations clés qui importent pour la disponibilité du forex au Nigeria incluent :

- Tirer parti de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) et assurer un contrôle efficace des frontières : l'AfCFTA offre au Nigeria l'occasion d'améliorer ses échanges, en particulier ses exportations avec d'autres pays africains. Le Nigeria peut tirer parti du Pacte commercial en diversifiant ses sources d'exportation en s'éloignant du pétrole brut et en ciblant de nouveaux marchés, en particulier les exportations de produits manufacturés légers. Pour exploiter pleinement les avantages de la zone de libre-échange, il est urgent d'améliorer la logistique associée au dédouanement des expéditions dans les ports du pays. Il faut savoir que seuls deux des six ports maritimes du Nigeria sont pleinement opérationnels. Une quantité considérable de devises est perdue en raison des retards dans le dédouanement des expéditions et des dommages subis lors du traitement. En outre, il est nécessaire de remédier à la nature poreuse des frontières terrestres du Nigeria, car cela contribuera à améliorer les recettes provenant des fonctions de perception des douanes et l'afflux de devises étrangères. Un contrôle efficace aux frontières garantira également que les activités de contrebande sont réduites au strict minimum.

- **Supprimer les contrôles de capitaux et encourager des entrées d'investissements stables** : des contrôles stricts sur les entrées de capitaux occasionnés par l'illiquidité du marché et le rationnement du forex ont découragé les investisseurs potentiels de considérer le Nigeria comme une bonne destination d'investissement. Cela a principalement limité l'importation de capitaux du Nigeria dans des investissements de portefeuille ou de l'argent spéculatif, sujet à des inversions ou à des vols de flux de capitaux. Par conséquent, le pays doit mettre en œuvre des politiques favorables à l'investissement qui encourageront l'afflux d'investissements stables tels que l'investissement direct étranger (IDE). Il est nécessaire d'améliorer le respect par les autorités des obligations contractuelles. Ceci est important pour attirer davantage d'investissements étrangers, contribuant ainsi de manière significative au développement des infrastructures par le biais du cadre de partenariat public-privé. Ce canal augmentera également la disponibilité du forex dans le pays.

- **Donner la priorité aux sources de devises non pétrolières** : Alors que le secteur non pétrolier contribue à 90 % du produit intérieur brut (PIB) du Nigeria, il ne représente que 10 % des recettes d'exportation, selon les données de la BNS. Compte tenu du potentiel de production du pays, il est urgent de stimuler les exportations de produits non pétroliers, tels que les produits agro-industriels à valeur ajoutée. Une façon d'y parvenir est de développer un

système local de contrôle de la qualité pour s'assurer que les produits fabriqués au Nigéria deviennent attrayants pour les acheteurs étrangers. Le manque de standardisation au Nigeria explique aussi en partie pourquoi les produits nigériens doivent d'abord être exportés vers le Ghana pour être reconditionnés avant d'être réexportés vers le reste du monde. Si cette réexportation pouvait être éliminée, les intrants étrangers supplémentaires provenant de la valeur ajoutée reviendraient au Nigeria. En outre, il est de plus en plus nécessaire de renforcer les flux d'envois de fonds par le canal formel, principalement les banques, pour compléter le système monétaire international. Transferts Efforts des opérateurs pour réduire les frais de transfert élevés.

- **Améliorer la qualité des substituts aux importations :** De nombreux Nigériens privilégient les produits fabriqués à l'étranger en raison de la mauvaise qualité des produits locaux. Une part considérable du commerce extérieur du pays aurait autrement pu être épargnée si les acheteurs nationaux et étrangers avaient favorisé les biens produits dans le pays. Il y a un besoin croissant de sensibilisation généralisée parmi les Nigériens, en particulier l'élite et la classe supérieure, sur les avantages de la consommation de produits locaux, en termes de création d'emplois pour les nombreux chômeurs si les industries nationales devaient être dans de bonnes conditions de travail. Un autre emploi est susceptible d'être créé à l'étranger pour chaque dollar américain dépensé en biens importés. La pratique de rationnement du forex suggère également que la qualité des produits de base non pétroliers doit être renforcée pour que les Nigériens réorientent leurs dépenses vers des produits faits maison. Cela réduirait également les arriérés de demande de devises et modérerait les pressions sur les réserves extérieures du Nigeria.

- **Sécuriser les raffineries locales et en construire de nouvelles :** le très attendu projet de raffinerie de Dangote d'une capacité de 650 000 barils - qui sera la plus grande d'Afrique - devrait démarrer ses activités d'ici le deuxième trimestre d'ici 2022. Les raffineries de 15 milliards de dollars réduiraient les importations de pétrole, qui représente plus de 80 % de la consommation totale de carburant au Nigéria. La déréglementation du secteur pétrolier et gazier telle que spécifiée dans la loi sur l'industrie pétrolière (PIA) devrait attirer davantage d'investissements pour réparer les raffineries existantes et aider à construire de nouvelles raffineries. Une dépendance réduite vis-à-vis des importations de pétrole contribuerait à renforcer les devises des économies et garantirait une meilleure disponibilité des devises.

Réforme 2 : Nécessité de garantir une tarification appropriée des devises étrangères

Il y a des débats houleux sur ce que devrait être le taux de change central. Des agences externes telles que le FMI ont appelé à l'unification et à la flexibilité du régime de taux de change au Nigeria. Néanmoins, les considérations clés qui importent pour une tarification appropriée des devises incluent :

- **Une politique de change claire pour inspirer confiance aux investisseurs :** La multiplicité des taux de change induit une incertitude dans l'évaluation de la rentabilité associée aux opportunités d'investissement alternatives. Il est donc nécessaire de clarifier ce que devrait être le taux de change pivot du pays, pour améliorer la confiance des investisseurs. Une politique de change transparente attirerait également des entrées de capitaux étrangers plus stables, tels que les investissements étrangers directs, qui restent très faibles par rapport aux investissements étrangers de portefeuille. De cette manière, il est nécessaire d'apaiser la panique des investisseurs car de nouveaux flux de devises provenant de droits de tirage spéciaux (DTS) de 3,5 milliards de dollars et d'euro-obligations estimées à 4 milliards de dollars seront judicieusement utilisés pour répondre aux obligations à vue en devises. Cela contribuera également à restaurer leur confiance dans l'économie. De plus, les fabricants et commerçants locaux aimeraient pouvoir prédire dans une large mesure le coût des importations. Cela limitera également la possibilité de pratiques d'arbitrage qui sont devenues la norme du pays

- **Nécessité de déterminer la juste valeur du Naira :** l'argument de la sous-évaluation ou de la surévaluation du Naira pourrait être prouvé à partir du calcul du taux de change effectif réel (TCER) ou du taux de change pondéré en fonction des échanges . Le REER est la moyenne pondérée de la devise d'un pays sur un indice ou un panier d'autres principales devises. Les estimations des services du FMI suggèrent une surévaluation du taux de change effectif réel (appliqué au niveau du taux de change officiel en 2020) de 18,5 %. Cette estimation devrait être beaucoup plus élevée maintenant que la CBN a adopté le taux de change de la fenêtre IE comme taux officiel. En outre, un taux de change correctement évalué favoriserait davantage l'industrialisation nationale. en fait juste un système de rationnement forex.

En outre, les expériences des pays ont montré que quatre considérations sont essentielles pour réussir le passage à la flexibilité du taux de change, et elles incluent :

- Un marché des changes profond et toujours liquide ;
- Une politique cohérente régissant les interventions des Banques Centrales sur le marché des changes ;
- Un ancrage nominal alternatif approprié pour remplacer l'échange fixe taux du système ; et
- Des systèmes efficaces pour examiner et gérer l'exposition des

Secteurs public et privé exposés au risque de change.

ENCADRÉ 3 : Pourquoi l'Égypte est devenue l'une des destinations les plus favorables pour les capitaux étrangers

À la suite de la crise financière mondiale de 2008 et de la révolution égyptienne de 2011, l'économie égyptienne a connu une grave vulnérabilité économique qui s'est manifestée par une grave pénurie de devises. Cela s'est accompagné d'une baisse drastique des réserves de change, d'un déficit budgétaire important, d'une dette publique croissante et d'un taux de change surévalué, qui ont resserré l'économie et déstabilisé l'espace macroéconomique. Cependant, suite à la mise en œuvre de certaines réformes structurelles, l'Égypte est désormais la destination la plus favorable aux investissements en Afrique. Cela a largement contribué à la stabilisation de l'économie. Malgré les retombées économiques du COVID-19, l'économie égyptienne a enregistré une croissance positive en 2020 et des investissements directs étrangers de 13,7 milliards de dollars en 2020, vers l'économie nigériane qui s'est contractée de 1,9 % et a enregistré des recettes d'IDE de 2,5 milliards de dollars en 2020. Le principal facteur distinctif pour l'Égypte est la disponibilité de liquidités en devises. En outre, l'espace macroéconomique stable reflétant une faible inflation et une croissance économique soutenue font de l'Égypte une destination d'investissement plus rentable que le Nigéria. Pour réaliser cet exploit, l'Égypte a mis en place les réformes économiques suivantes :

- **Libéralisation économique** : Dans le cadre du Fonds élargi sur trois ans (FEP) du FMI, l'Égypte a libéralisé son économie, en particulier son marché des changes pour qu'il soit davantage axé sur le marché et a levé la réglementation commerciale pour stimuler la croissance économique. Cela a motivé le flottement de la monnaie du pays.
- **Dévaluation de la monnaie** : Suite à l'adoption de taux de change flottants, la monnaie égyptienne a été officiellement dévaluée et la prime entre les taux officiels et les taux du marché parallèle s'est rétrécie.
- **Suppression des transferts de devises** : le gouvernement a assoupli le plafond du montant de devises pouvant être déposé et retiré par les ressortissants.
- **Autorisation d'arriérés** : Le gouvernement a organisé des enchères spéciales pour régler un arriéré de demande de devises.
- **Assainissement budgétaire** : l'Égypte a pris des mesures pour réduire le déficit budgétaire et maintenir la dette publique sur une trajectoire descendante, ce qui a réduit le service de la dette et libéré de l'espace budgétaire pour les dépenses sociales.
- **Suppression des subventions** : Les autres réformes économiques qui ont eu lieu dans le cadre du programme économique sont la suppression des subventions au carburant et à l'électricité.

Initialement, la libéralisation du taux de change ainsi que les autres réformes ont entraîné une flambée de l'inflation, qui a culminé à 33 % en juillet 2017. Par la suite, l'impact de la réforme des subventions s'est atténué, le taux d'inflation étant tombé à 4,2 % en juillet 2020. Les réserves sont passées de 15 milliards de dollars américains en janvier 2015 à 35 milliards de dollars américains en juillet 2020, soit plus que doublé en l'espace de cinq ans.

ENCADRÉ 4 : Réformes du secteur extérieur en Inde

Au cours des trois dernières décennies, l'Inde a connu d'énormes progrès dans son secteur extérieur à la suite d'efforts progressifs pour libéraliser le commerce et l'investissement étranger. Avant cette période, la tradition était généralement que le gouvernement autorisait à traiter avec les secteurs extérieurs, et les droits de douane sur les importations dépassaient en moyenne 100% sur les biens d'équipement, intermédiaires et de consommation. L'économie était une économie relativement fermée, mais a atteint une industrialisation raisonnable. Cependant, l'inefficacité et la bureaucratie entourant une économie contrôlée ont miné le potentiel. Ainsi, les exportations indiennes représentaient à peine 5 % du PIB avec des entrées de devises très limitées, tandis que la roupie indienne était fortement surévaluée. La crise de la balance des paiements de 1991 a ouvert la voie au gouvernement pour explorer la libéralisation du secteur extérieur tout en entreprenant les réformes suivantes du secteur extérieur :

- **Dévaluation monétaire** : La roupie a été dévaluée deux fois en 1991, suivie de la suppression de la subvention en espèces sur les biens exportés. Cela a conduit à une inflation des coûts à mesure que le coût des intrants intermédiaires augmentait; cependant, avec le soutien de certaines mesures de politique monétaire et budgétaire, le niveau des prix s'est stabilisé.
- **Libéralisation des échanges et réduction des droits de douane** : les droits d'importation sur les biens non agricoles ont été réduits pour donner aux industries nationales des biens d'équipement et des biens intermédiaires moins chers. Cela a été terminé en phases de réduction de allant jusqu'à 300 % à 35 % en 2002-03, 15% en 2005-06 et 12,5 pour cent dans le budget 2006-07.
- **L'aide du FMI et de la Banque mondiale** : elle était basée sur la condition d'une dévaluation de la roupie, d'une libéralisation des échanges et d'une réduction des droits de douane, réformes qui ont conduit à l'ouverture de l'économie au reste du monde.
- **Consolidation budgétaire et stabilisation macroéconomique** : L'augmentation du déficit budgétaire de l'Inde a été l'un des principaux moteurs des déséquilibres de la balance des paiements. Ainsi, le déficit budgétaire de 8,5% du PIB en 1988 a été réduit à 4,7% en 1992, 4,0% en 1996, et inférieur à 2,5% en 2008. obtenu en modérant les dépenses publiques et en introduisant des réformes.
- **Adoption d'un taux de change déterminé par le marché** : Depuis 1993, l'Inde a adopté un taux de change déterminé par le marché. Cela a également été suivi d'une dépréciation substantielle et d'une amélioration de l'importation de capital.
- **Réforme institutionnelle - La FEMA remplace la FERA** : le gouvernement est remplacé les dispositions strictes de la loi sur la réglementation des changes (FERA) avec les dispositions de la loi sur la gestion des changes (FEMA) pour le commerce, l'investissement et la libéralisation du marché des changes.

Ces événements de réforme ont amélioré la balance extérieure et la fourniture du commerce extérieur en Inde. Les exportations sont passées de plus de 5 % du PIB dans les années 1980 à plus de 20 % depuis les années 2000. Les entrées d'investissements directs étrangers en Inde sont passées de 236,7 millions USD en 1991 à 50,6 milliards USD en 2019. De plus, les réserves de change qui n'étaient que de 5,8 milliards USD en 1991 sont passées à 630 milliards USD en 2021:

En conclusion, la nature monolithique de l'économie nigériane a soumis à la fois les réserves extérieures et la monnaie nationale à d'intenses pressions résultant de la volatilité des prix mondiaux du pétrole. Comme le prix mondial du pétrole était très élevé en 2021, les réserves étaient sous pression pour faire face aux arriérés de demande de devises. Cela suggère que le Nigeria ne peut plus continuer à dépendre du pétrole brut produit si le pays veut obtenir des entrées de devises stables. Les autorités budgétaires et monétaires doivent donc travailler de concert pour stimuler l'offre de devises, en particulier à partir des exportations non pétrolières et des flux constants d'investissements étrangers (IDE et envois de fonds).

L'augmentation de l'offre de devises est le seul moyen de réduire l'élargissement des primes du marché parallèle. En outre, l'adoption d'un système de taux de change flexible qui s'adapte à l'évolution des conditions macroéconomiques renforcera l'attractivité du Nigeria en tant que destination d'investissement rentable.

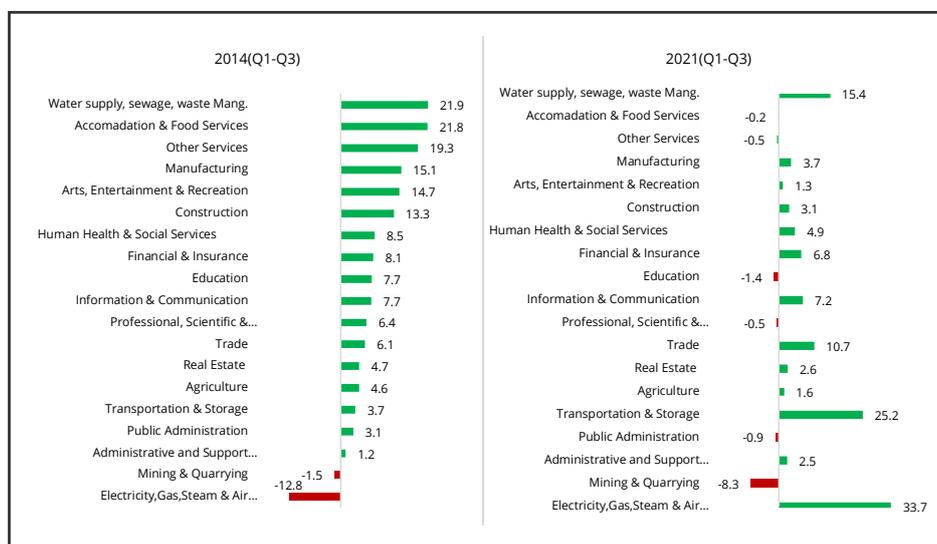




Réformes sectorielles

Malgré une croissance à un taux moyen de 3,2% au cours des trois premiers trimestres de 2021, l'économie nigériane reste en proie à un taux d'inflation élevé, à une augmentation des taux de chômage et de sous-emploi ainsi qu'à une augmentation de la pauvreté. Ces défis ont persisté au fil des ans en raison de performances de croissance biaisées, avec une croissance concentrée dans quelques secteurs qui n'ont pas la capacité de créer des emplois avec des revenus décents. La figure 8 compare les taux de croissance de différents secteurs au cours des 3 premiers trimestres de 2014 et 2021, respectivement. Il montre que le taux de croissance des secteurs critiques a diminué par rapport au point final d'avant la récession de 2016, à savoir une forte croissance économique en 2014.

Figure 8 : Taux de croissance moyen (pourcentage)



Données : NBS, graphique : NESG Search

Résoudre les problèmes socio-économiques, notamment la faible création d'emplois, le chômage, l'instabilité des changes, le déficit du commerce extérieur et les contraintes sur les recettes publiques, et l'insécurité liée à la capacité des différents secteurs de l'économie à se développer et à contribuer positivement à tous les niveaux. Avec l'engagement du gouvernement à sortir 35 millions de personnes de la pauvreté en créant 21 millions d'emplois à temps plein d'ici 2025, cela doit entraîner une amélioration de la productivité dans les principaux secteurs de l'économie.

L'expansion des principaux secteurs de l'économie est principalement entravée par la persistance des défis de la construction allant du déficit des infrastructures à la volatilité des taux de change, la rigidité sectorielle et la sensibilité de l'économie aux fluctuations des prix du pétrole. De plus, les goulots d'étranglement réglementaires et la corruption ; la multiplicité des impôts ;

financement limité (entreprises et consommateurs) et coût d'emprunt élevé; inefficacité du processus de normalisation et de contrôle de la qualité ; mauvaise mise en œuvre des stratégies, projets et programmes gouvernementaux ; main-d'œuvre insuffisamment qualifiée; et le niveau élevé d'insécurité ont entravé le progrès de divers secteurs

Autant le Nigeria a besoin d'augmenter et d'étendre la production dans tous les secteurs de l'économie, autant le gouvernement doit prioriser les secteurs en fonction de leurs liens avec la croissance économique, les autres secteurs de l'économie, l'emploi et l'inclusion sociale. Par conséquent, nous décrivons des réformes particulières dans 5 domaines critiques que le gouvernement peut entreprendre ou faire progresser à court terme pour améliorer les résultats économiques du Nigeria. Ces secteurs comprennent l'agriculture, la fabrication, la santé, l'éducation et le commerce. Nous pensons que la réalisation de ces réformes améliorerait considérablement les performances de ces secteurs et favoriserait un développement économique inclusif.



Secteur agricole



Le secteur agricole est en proie à une faible productivité et à un gaspillage élevé de produits. Cela entrave la production du secteur et entraîne une augmentation de l'insécurité alimentaire dans le pays. Une grande partie des agriculteurs du pays sont de petits exploitants, entreprennent une agriculture de subsistance et sont basés dans la zone rurale. Ces agriculteurs bénéficieraient grandement de l'accès à des informations essentielles, ce qui entraînerait une augmentation des rendements des cultures. Les agents de vulgarisation ont un rôle crucial à jouer. Cependant, selon le rapport African Seed Access Index (TSAI) 2020, le ratio de vulgarisateurs agricoles par rapport aux agriculteurs au Nigeria est le plus bas d'Afrique. Avec le niveau élevé d'inflation alimentaire (en moyenne de 20,5 % en 2021) exacerbé par les problèmes de sécurité, les mesures visant à améliorer la productivité du secteur sont importantes. Nous proposons les réformes suivantes

- Créer un plan pour renforcer les activités des agents de vulgarisation agricole afin d'intensifier les conseils techniques aux agriculteurs et d'améliorer l'adoption de semences à plus haut rendement, ce qui améliorerait la production du secteur

- Mettre en œuvre des mesures pour faciliter la diffusion précoce des variétés de semences, telles que la réduction des exigences administratives pour l'enregistrement de nouvelles variétés de semences.

- Étendre les programmes de formation des encadreurs à l'utilisation et à l'entretien de technologies innovantes qui peuvent réduire les pertes après récolte et améliorer la productivité.

- Mettre en œuvre une initiative d'amélioration de l'irrigation qui vise à faciliter l'adoption de l'irrigation et la régénération des systèmes d'irrigation.

- Réduire la fragmentation des terres et mettre des terres agricoles à la disposition des véritables agriculteurs à des taux subventionnés afin qu'ils puissent élargir leur base de production et même adopter la mécanisation agricole. Cela contribuera à stimuler la productivité agricole

- Développer des prix appropriés pour les produits agricoles afin de maintenir la stabilité des revenus des agriculteurs.

- Promouvoir l'adoption de la technologie dans l'agriculture dans le but d'améliorer la qualité, la productivité, l'accès au marché et de réduire le gaspillage

Secteur manufacturier



Le secteur manufacturier a continuellement été confronté à plusieurs défis structurels conduisant à une faible productivité qui a entraîné la fermeture de nombreuses entreprises manufacturières, limitant la croissance et les flux d'investissement dans le secteur. Prendre des mesures pour résoudre les problèmes structurels et attirer des investissements dans le secteur est essentiel pour libérer le potentiel du secteur. Par conséquent, nous recommandons les réformes suivantes pour améliorer la performance du secteur.

- Élaborer un plan pour le secteur manufacturier, qui consiste à identifier les sous-secteurs prioritaires, puis à élaborer une politique industrielle et des plans sectoriels pour ces domaines prioritaires

- Renforcer la Commission nigériane de promotion des investissements (NIPC) chargée de promouvoir et de soutenir les investissements dans le pays, en habilitant l'agence à prendre des décisions politiques qui stimulent l'investissement privé dans des secteurs spécifiques, des projets d'infrastructure et des projets gouvernementaux

- Développer des financements sur mesure et des subventions compétitives pour soutenir le développement innovant et le démarrage d'entreprises industrielles et manufacturières naissantes. Le secteur pharmaceutique, par exemple, nécessite des investissements importants pour la production et l'expansion

- Développer un système de contrôle de qualité local pour s'assurer que les produits fabriqués au Nigéria deviennent attrayants pour les acheteurs étrangers. Cela contribuera à augmenter les revenus de change des produits d'exportation non pétroliers

- Fournir des incitations adéquates telles que des facilités de crédit abordables aux fabricants pour faciliter la production de masse de produits exportables

Secteur de l'éducation



Le Nigeria a des efforts importants à faire pour améliorer la qualité de l'éducation dispensée dans les établissements d'enseignement à travers le pays. Les statistiques sur la non-scolarisation au Nigeria sont troublantes. Selon le ministère de l'Éducation, le Nigeria comptait plus de 6 millions d'enfants non scolarisés en 2021. Une faible allocation budgétaire (5,7 % en 2021), un manque de programmes d'études alignés sur l'industrie et une inadéquation entre les besoins des employeurs et les compétences de la main-d'œuvre sont d'autres facteurs. défis majeurs auxquels est confronté le secteur. la mauvaise performance du secteur a contribué à l'ampleur du chômage et du sous-emploi dans le pays, ce qui, à son tour, favorise les troubles sociaux. Pour renforcer ce secteur, nous suggérons les réformes sectorielles suivantes

- Renforcer les programmes de filets de sécurité sociale tels que l'argent conditionnel. cela augmentera le revenu disponible des ménages pauvres, favorisant ainsi la scolarisation.

- Mettre en place un régime d'assurance-chômage adapté aux conditions économiques

- Étendre le soutien financier aux parents et aux tuteurs pour l'achat d'appareils numériques pour leurs enfants afin d'aider à l'apprentissage.

- Utilisation et mise à niveau d'un plus grand nombre d'établissements d'enseignement non formel pour améliorer l'acquisition de compétences pour les

- Améliorer le financement du secteur de l'éducation avec des investissements dans des domaines spécialisés tels que la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) pour équiper la jeunesse nigériane pour les emplois du futur

- Réforme des programmes scolaires pour refléter les besoins spécifiques et dynamiques de l'industrie ainsi que le développement d'un moyen d'engager le secteur privé dans un examen approfondi des programmes d'enseignement

- S'associer au secteur privé pour déployer des programmes de stages dans différents secteurs de l'économie. Cela améliorera les perspectives d'emploi des étudiants et des diplômés.

- Établir une référence normalisée pour la performance des étudiants et des établissements d'enseignement respectivement

- Normaliser les conditions d'admission des enseignants et réviser les régimes de rémunération pour les rendre compétitifs. cela améliorera la qualité du corps enseignant

Secteur de la santé



Bien que le Nigéria ait connu une amélioration de ses services de santé ces derniers temps, il est toujours mal classé au 163^e rang sur 191 pays dans le classement du système de santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2021, ce qui explique pourquoi il a également certains des résultats de santé les plus médiocres au monde. . Le faible financement et les faibles investissements dans le secteur ont été les principaux contributeurs à la performance observée du secteur. la nécessité d'améliorer le financement des soins de santé primaires a favorisé la création de la Caisse de soins de santé de base Fonds de prévoyance (BHCPF). Cependant, l'objectif du fonds n'a pas été pleinement réalisé en raison de difficultés liées à sa gestion. De plus, la faiblesse des systèmes de gestion des données a rendu difficile pour le secteur la gestion des ressources et la mise en œuvre efficace des programmes d'intervention sanitaire. les réformes qui relèvent ces défis sont essentielles pour renforcer la performance du secteur de la santé. Nous proposons les réformes suivantes

- Développer des incitations pour que le secteur bancaire fournisse un soutien financier au développement du secteur de la santé, par exemple en fournissant des garanties pour l'argent emprunté par les établissements de santé
- Elaborer des lignes directrices et des structures pour une gestion efficace des données de santé. cela facilitera la collecte d'importantes statistiques liées à la santé pour une planification adéquate
- Des incitations fiscales plus élevées pour investir dans les soins de santé par rapport à d'autres secteurs
- Introduire des processus tels que des directives claires pour la mise en œuvre et les rôles des parties impliquées dans le décaissement des fonds. cela entraînera des goulots d'étranglement dans la gestion du Fonds de provision pour les soins de santé de base (BHCPF)
- Les autorités sanitaires devraient introduire des structures de transparence et de responsabilité pour la gestion efficace du BHCPF
- Mettre en place un cadre réglementaire favorable et unifié pour soutenir les investisseurs privés dans la prestation de soins de santé
- Améliorer les conditions de travail des professionnels de santé pour éviter la fuite des cerveaux

Secteur du commerce



En tant que deuxième employeur de main-d'œuvre au Nigéria et doté d'une capacité d'absorption élevée, le secteur du commerce fait partie intégrante de la création d'emplois. Les obstacles à la croissance dans le secteur du commerce proviennent des activités internationales, y compris la dévaluation de la monnaie, qui a augmenté les prix des biens et services importés. d'autres facteurs externes incluent la multiplicité du taux de change qui rend le commerce extérieur complexe et limite l'investissement direct étranger. la présence toujours croissante d'acteurs non étatiques, sous un système de crédit développé, le manque de financement et un environnement à taux d'intérêt élevé constituent également des obstacles majeurs à la croissance du secteur du commerce.

Compte tenu de ses rôles de distribution et de création de marché dans l'économie, la performance déficiente du secteur commercial affectera la compétitivité du Nigéria parmi les autres pays africains face à l'Accord de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (AfCFTA). Les réformes suivantes amélioreraient la performance du secteur commercial

- remédier de toute urgence à la nature poreuse des frontières terrestres et à la mauvaise saisie des traces à travers les frontières terrestres

- renforcer la sécurité des frontières et établir des structures frontalières dans les six régions pour faciliter les exportations vers d'autres pays de la CEDEAO

- Renforcer les réformes sur les opérations des ports et clarifier les conditions et les exigences d'importation et d'exportation afin de faciliter davantage le processus d'importation et d'exportation

- accroître l'accès au financement du commerce et assurer un environnement d'intérêt plus favorable

- assurer la stabilité macroéconomique, principalement en ce qu'elle affecte l'inflation et le taux de change

- améliorer l'environnement des affaires en avançant sur les composantes de la facilité de faire des affaires

- Réduire l'emprise des acteurs non étatiques sur les activités commerciales car les charges diverses émanant de leurs activités contraignent les acteurs du secteur

REMARQUES FINALES

Les performances de l'économie nigériane ont été impressionnantes en 2021, mais le récit pré-pandémique de croissance, de non-inclusivité et de mauvaises conditions socio-économiques persiste. Parmi les nombreux problèmes qui ont entravé l'amélioration des résultats économiques figurent l'insécurité, la pénurie de devises, la baisse des flux d'investissements étrangers, la rigidité sectorielle, le déficit d'infrastructures, la main-d'œuvre insuffisamment qualifiée, l'incohérence des politiques et les goulots d'étranglement réglementaire. D'ici 2022, le Nigeria a la possibilité de s'appuyer sur les performances de croissance actuelles en lançant des réformes économiques rigoureuses qui élimineraient les contraintes pesant sur les secteurs en expansion de l'économie et renforceraient leur capacité à créer davantage d'emplois et à retirer des millions de personnes de la pauvreté.

Ce rapport (NESG 2022 Macroeconomic Outlook) décrit les principales réformes visant à améliorer considérablement les résultats économiques du Nigeria. Il met l'accent sur les réformes dans trois grands domaines : (1) les réformes tant attendues de la déréglementation du secteur pétrolier et gazier et la suppression des subventions aux carburants ; (2) réformes de la gestion des changes ; et (3) les réformes sectorielles susceptibles de générer d'importants flux d'investissements stables tels que les IDE dans l'économie.

Le rythme des réformes doit cependant être accéléré pour les raisons suivantes:

- L'augmentation de l'insécurité et des vices sociaux dans plusieurs régions du pays sont les conséquences directes de l'exclusion sociale subie par de nombreux citoyens. Par conséquent, le gouvernement ne peut pas se permettre de reporter la mise en œuvre de ces réformes car un nouveau retard pourrait annuler les gains de la récente reprise économique rapide. L'urgence du moment doit être le mot d'ordre.
- Le lancement du Plan national de développement (2021-2025) offre un véritable point de départ au gouvernement pour engager des réformes visant à changer le paradigme du développement au Nigeria. Il reconnaît suffisamment la nécessité du développement du secteur privé et de la croissance sectorielle pour stimuler un développement inclusif. Néanmoins, l'efficacité du plan dépend de la nécessité pour le gouvernement de fournir un environnement commercial et politique favorable qui soutiendra les intérêts et la confiance dans l'économie nigériane.
- À l'approche des élections générales de 2023, il est possible que l'espace pour mettre en œuvre des réformes cruciales au Nigeria soit restreint. Mais l'élite politique devrait noter que donner la priorité aux intérêts du peuple devrait être au premier plan de son programme, avant et après les élections. Cela réduira non seulement le déficit de confiance existant entre le gouvernement et les gouvernés, mais garantira également que les réformes indispensables n'attirent que peu ou pas d'opposition de la part de toutes les parties prenantes.



Les références

- En ligne Adepoju, P. (2018). La fuite des cerveaux médicaux au Nigeria. Extrait de : <https://www.devex.com/news/flight-des-cerveaux-medicaux-du-nigeria-93837>
- Bacon, R. et Kojima, M. (2006). Suppression progressive des subventions : expériences récentes avec le carburant dans les pays en développement Pays. Note de la Banque mondiale n° 310. Extrait de : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11178>
- Bazilian, M. et Onyeji, I. (2012). Suppression des subventions aux combustibles fossiles et alimentation électrique publique inadéquate : implications pour les entreprises. Politique énergétique 45 : 1-5. Extrait de : https://inis.iaea.org/search/search.aspx?orig_q=RN:43077250
- Bureau du budget (2021). Rapport d'exécution du budget pour le deuxième trimestre 2020. Extrait de : <https://www.budgetoffice.gov.ng/index.php/2020-second-term-and-semester-bir/2021-second-term-and-semester-bir/download>
- Banque centrale du Nigéria (2021), Bulletin statistique 2020. Extrait de : <https://www.cbn.gov.ng/documents/Statbulletin.asp>
- Banque centrale du Nigéria (2021). Prix du pétrole brut, production de pétrole brut et données sur les exportations. Extrait de : <https://www.cbn.gov.ng/rates/crudeoil.asp>
- Banque centrale du Nigéria (2021). Données sur les réserves extérieures brutes. Extrait de : <https://www.cbn.gov.ng/IntOps/Réserve>
- Bureau de gestion de la dette (2021). Stock de la dette publique du Nigeria au 30 septembre 2021. Extrait de : <https://www.dmo.gov.ng/debt-profile/total-public-debt>
- FMDQ (2021). Cours de clôture des devises (taux de change officiels et des investisseurs et exportateurs). Extrait de : <https://emarkets.fmdqgroup.com/>
- FMI (2013). Études de cas sur la réforme des subventions énergétiques : cours et conséquences. Extrait de : <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2013/012813a.pdf>
- Bureau national des statistiques (2020). Rapport sur le chômage pour le quatrième trimestre 2020. Extrait de : <https://nigerianstat.gov.ng/elibrary>
- Bureau national des statistiques (2021). Rapports sur l'IPC et l'inflation. Extrait de : <https://nigerianstat.gov.ng/elibrary>
- Bureau national des statistiques (2021). Rapport sur les importations de capitaux du Nigeria pour le troisième trimestre 2021. Extrait de : <https://nigerianstat.gov.ng/elibrary>
- Bureau national des statistiques (2021). Rapport sur le commerce extérieur du Nigeria pour le troisième trimestre 2021. Extrait de : <https://nigerianstat.gov.ng/elibrary>
- Bureau national des statistiques (2021). Rapport sur le produit intérieur brut nigérian pour le

troisième trimestre 2021. Extrait de : <https://nigerianstat.gov.ng/elibrary>

Mérou du sommet économique nigérian (2021). Perspectives macroéconomiques du NESG pour 2021. Quatre priorités pour l'économie nigériane en 2021 et au-delà. Extrait de <https://www.nesgroup.org/research>

Enquêtes NOI (2015). Coût élevé de l'essence : les Nigériens ne bénéficient pas pleinement des subventions à l'essence. Extrait de : <https://noi-polls.com/high-cost-of-petrol-nigerians-not-enjoying-full-benefits-of-petrol-subsidy/>

Banque mondiale (2021). Temps d'affaires inhabituel. Mise à jour du deuxième rapport semestriel sur le développement du Nigeria. Extrait de : <https://www.worldbank.org/en/country/nigeria/publication/nigeria-development-update-ndu>

Notes de finition

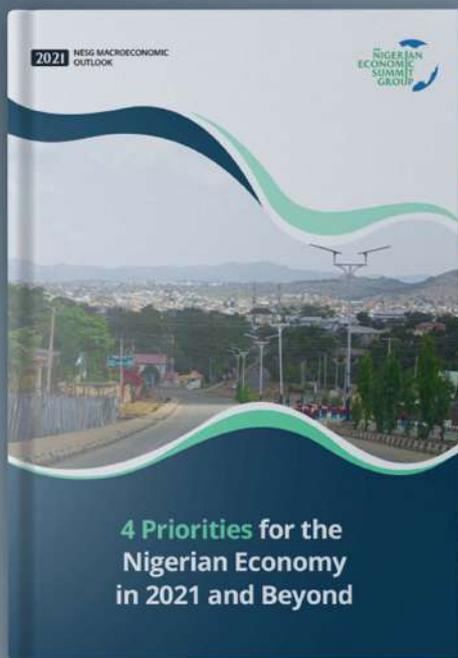
¹Selon la Banque mondiale, les implications économiques à court terme de la suppression des subventions sont durement ressenties par les Nigériens moyens, dont la majorité vit en dessous du seuil de pauvreté – environ 90 millions en décembre 2020.

²Ce manque de confiance s'explique au mieux par une étude menée par le NESG en 2019, qui a montré que de nombreux Nigériens sont prêts à payer des impôts à condition que le gouvernement améliore la responsabilité, la transparence et assure une utilisation efficace des ressources publiques .

³Nous avons décrit les transferts monétaires aux citoyens pauvres et vulnérables avant la suppression des subventions aux carburants comme l'une des approches possibles qui devraient être prises en compte dans la réforme des subventions aux carburants.

⁴Le taux d'inflation est simplement le taux auquel les prix augmentent entre deux périodes. Une baisse du taux d'inflation signifie donc que le taux de hausse des prix a ralenti. Par exemple, si l'inflation en glissement annuel passe de 20 % en juillet à 15 % en août, les prix moyens ont augmenté de 15 % en août. Cela ne représente pas une baisse des prix mais plutôt une décélération du taux de hausse des prix de 5 points de pourcentage.

NESG Research Reports



Visit www.nesgroup.org/research to read for free

About The NESG

The NESG is an independent, non-partisan, non-sectarian organization, committed to fostering open and continuous dialogue on Nigeria's economic development. The NESG strives to forge a mutual understanding between leaders of thought so as to explore, discover and support initiatives directed at improving Nigeria's economic policies, institutions and management.

Our views and positions on issues are disseminated through electronic and print media, seminars, public lectures, policy dialogues, workshops, specific high level interactive public-private sessions and special presentations to the executive and legislative arms of government.

Copyright © 2022
by the Nigerian Economic Summit Group

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, or otherwise without the prior permission of the Nigerian Economic Summit Group.

For additional information with respect to this Report, please contact the following:

NESG Research & Development
research@nesgroup.org

NESG DIRECTORS

• Mr. Asue Ighodalo	Chairman	• Dr Philip Mshelbila	Member
• Mr Niyi Yusuf	Vice-Chairman	• Mr Wassim Elhusseini	Member
• Mr Osagie Okunbor	Vice-Chairman	• Mr Kyari Bukar	Member
• Mr 'Laoye Jaiyeola	CEO	• Mrs Amina Maina	Member
• Mr Yinka Sanni	Member	• Mr Nnanna Ude	Member
• Mrs Wonuola Adetayo	Member	• Mr Karl Toriola	Member
• Mr Kunle Elebute	Member	• Mr Oluboyede Olusanya	Member
• Mr Foluso Philips	Member	• Mrs Ndidi Nwuneli	Member
• Mr Udeme Ufot	Member	• Mr Mike Sangster	Member
• Mr Olusegun Ogunsanya	Member	• Mr Lanre Akinbo	Member
• Mrs Juliet Ehimuan	Member	• Mr Demola Sogunle	Alternate
• Mr Frank Aigbogun	Member		

Contributors

• Dr. Olusegun Omisakin	• Faith Iyoha	• Dr. Oluwaseyi Vincent
• Wilson Erumebor	• Shakirudeen Taiwo	• Wasiu Adekunle
• Yinka Iyinolakan	• Sodik Olofin	• Henry Egbe



📍 **THE SUMMIT HOUSE**
6, Oba Elegushi Street,
Off Oba Adeyinka Oyekan Avenue,
Ikoyi, Lagos.
P.M.B 71347, Victoria Island, Lagos

📍 **ABUJA LIAISON OFFICE**
4th Floor, Unity Bank Tower,
Beside Reinsurnace building
Plot 785, Herbert Macaulay Way,
Central Business District, Abuja

🌐 www.nesgroup.org
✉ info@nesgroup.org
☎ +234-01-295 2849

📱 [Twitter](#) [Facebook](#) [Instagram](#) [LinkedIn](#) [YouTube](#) officialNESG